

CURRICULUM VITAE¹ ET LISTE DE PUBLICATIONS (à jour au 1 avril 2021)

ANNE WEYEMBERGH

Professeur ordinaire (ULB – Institut d'Etudes Européennes et Faculté de droit)

Vice-Rectrice aux relations extérieures et à la coopération au développement

Membre de l'Académie Royale des Sciences, des Lettres et des Beaux-Arts de Belgique (Classe des Lettres)

I. INFORMATIONS GENERALES

1.1. Weyembergh, Anne (Brigitte, Cécile)

1.2. Née à Etterbeek, le 25 avril 1970

1.3. Nationalité : Belge

■

■

■

1.7. Langues :

■

Français : langue maternelle

■

Néerlandais : bonne connaissance active et passive

■

Anglais : bonne connaissance active et passive

■

Allemand : connaissance passive

II. TITRES UNIVERSITAIRES

- Docteur en droit de l'Université Libre de Bruxelles (décembre 2003).

■ Thèse intitulée « L'harmonisation des législations : condition de l'espace pénal européen et révélateur de ses tensions » (sous la direction des professeurs [REDACTED]), 377 pages, défendue le 9 décembre 2003 (défense privée) et le 17 décembre 2003 (défense publique) et publiée aux éditions de l'Université Libre de Bruxelles en 2004.

■ La thèse de doctorat a obtenu le prix "Alice Seghers" attribué par la Faculté de Droit pour l'an 2004.

- Licenciée spéciale en Droit public et Droit administratif à l'ULB : Grande distinction (1993-1994);

- Licenciée spéciale en Droit international à l'ULB : Grande distinction. Finaliste et prix du meilleur mémoire au Concours international de procès simulé Charles Rousseau (1993-1995).

- Licenciée en Droit à l'ULB (section droit public) : Grande distinction (1988-1993).

III. CARRIERE ACADEMIQUE ET SCIENTIFIQUE

■ Professeur ordinaire (depuis le 1^{er} octobre 2019).

■ Professeur temps plein nommée à titre définitif, à raison de 100 % à l'Institut d'Etudes européennes, section juridique (depuis le 1^{er} octobre 2008) – Suite à la réforme de l'IEE, mon cadre a été rattaché au Recteur, affecté à la Faculté de droit mais immunisé (voy. Convention décennale relative à la réorganisation de l'IEE, sept. 2015).

■ Chargée de cours temps plein nommée à titre définitif, à raison de 100 % à l'Institut d'Etudes européennes, section juridique (du 1^{er} octobre 2005 au 30 septembre 2008)

■ Première Assistante temps plein nommée à titre définitif, à raison de 100 % à l'Institut d'Etudes européennes, section juridique (du 1^{er} octobre 2004 au 30 septembre 2005)

■ Assistante de recherches : 50 % au cadre de l'Institut d'Etudes européennes de l'ULB, section juridique (du 1^{er} novembre 1998 au 30 septembre 2004) et 50 % Pôle d'attraction interuniversitaire (IEE-section juridique du 1^{er} octobre 1998 au 30 septembre 2004)

■ Chercheuse boursière temps plein sur Pôle d'attraction interuniversitaire (IEE-section juridique du 1^{er} janvier 1997 au 30 septembre 1998).

■ Autres :

¹ Selon le formulaire standard de l'Université Libre de Bruxelles.

- Assesseur au Conseil d'Etat (nomination par Arrêté royal du 12 juillet 2007) - Chargée du contrôle de la conformité au droit européen au sein de la section de législation du CE : du 1^{er} sept. 2007 au 30 août 2012)
- chercheuse associée au Centre de droit international de l'ULB (depuis 2004).
- stagiaire à la DGH (en matière de coopération judiciaire pénale : chargée de la préparation du Sommet européen extraordinaire de Tampere consacré à la justice et aux affaires intérieures) du Secrétariat général du Conseil de l'Union européenne (Maître de stage : M. [REDACTED], Directeur) (du 1^{er} février 1999 au 31 mai 1999).
- chargée de la mise en oeuvre d'un projet du Ministère belge de la justice financé par l'Union européenne. Contrat de recherche s'inscrivant dans le cadre du titre VI du traité sur l'Union européenne et visant à améliorer la coopération judiciaire pénale entre les Etats membres de l'Union (du 1^{er} janvier au 31 décembre 1996).

IV. CARRIERE D'ENSEIGNEMENT

4.1. Enseignement universitaire

4.1.1. Charges à l'ULB

- **Charges de cours actuelles**
 - DROI-O-615 - *EU Criminal Law* (5 crédits, dont 2 de théorie et 1 d'exercices pratiques), depuis l'année académique 2005-2006 (co-titulaire : [REDACTED] / Exercices pratiques : [REDACTED]).
 - DROI-C-5145 - *Droit pénal international et européen / International and European Criminal Law* (5 crédits dont 2 de théorie) depuis 2015-2016 (co-titulaire: [REDACTED]).
 - TRAN-O-610 - *Rule of law and mutual trust in global and European governance* (5 crédits dont 2 de théorie) depuis l'année académique 2018-2019 (co-titulaire: [REDACTED]).
 - DROI-C-4030 - *Droit pénal (général et spécial) approfondi* (5 crédits dont 2 de théorie), depuis l'année académique 2015-2016 (co-titulaires : [REDACTED] et [REDACTED] et depuis 2019-2020 : [REDACTED]).
 - TRAN-O615 - *Rotating Chair-University of Waseda* (Coordonnateur) (depuis 2017-2018) 5 crédits
 - TRAN-O607 - *Rotating international Chair* (Coordonnateur) (depuis 2016-2017) 5 crédits
 - DROI-C5019 - *Séminaire d'argumentation en droit pénal européen* 5 crédits (depuis 2019-2020)
 - STAG-O601 - *Mobility* (Waseda University, Japan) dans le cadre du *Specialised Master in Interdisciplinary EU Studies* (depuis 2018-2019).
 - Charge de cours dans le cadre du programme de l'*Executive Master on EU Studies* (MEUS), organisé par l'IEE-ULB (*executive education*) : *The EU Area of Criminal Justice* (18 heures), depuis l'année académique 2018-2019.
- **Charges de cours antérieures**
 - TRAN-O610 - *Europe's area of freedom, security and justice, challenges and outcomes* (5 ECTS, dont 2 de théorie) (co-titulaire : [REDACTED]) (from 2015-2016 until 2017-2018).
 - DROI-C-2005 - *Droit pénal (général et spécial)* (5 crédits, dont 4 de théorie et 1 d'exercices pratiques), depuis l'année académique 2015-2016 (co-titulaire : [REDACTED] – Suppléant : [REDACTED]).
 - DROI-C-4011 - *Méthodologie de la recherche et de la rédaction en droit pénal* (5 ECTS dont 2 de théorie), depuis l'année académique 2012-2013 (co-titulaire jusque 2014-2015 : [REDACTED] – seule titulaire pour l'année académique 2015-2016)
 - DROI-C-572 - *Droit international pénal* (4 ECTS dont 2 de théorie), de l'année académique 2009-2010 à 2014-2015. Et pendant l'année académique 2004-2005 : suppléance du cours DPEN 006 - *Eléments de droit pénal international* (30 h. - titulaire : [REDACTED]).
 - DROI-C-4009 - *Cours Droit pénal spécial* (2 ECTS dont 2 de théorie), de l'année académique 2013-2014 à 2014-2015 (suppléance par [REDACTED] pour la 2^{ème} année).
 - DROI-C-201 - *Droit pénal général et spécial* (11 ECTS, dont 5 de théorie) (co-titulaires : [REDACTED] et [REDACTED] de l'année académique 2007-2008 à 2009-2010 / co-titulaire : [REDACTED], année académique 2010-2011). Et pendant l'année académique 2006-2007 : suppléance du même cours avec [REDACTED] et [REDACTED].
 - DROI-O-402 - *Espace de liberté, de sécurité et de justice* (5 ECTS, dont 2 de théorie), de l'année académique 2005-2006 à 2013-2014.

- Charge de cours dans le cadre du programme de l'*Executive Master on EU Studies* (MEUS), organisé par l'IEE-ULB (*executive education*): *The area of freedom, security and justice* (jusque 2014-15 : 12h. / depuis 2016-2017 : 24h) (co-titulaire : [REDACTED]), depuis l'année académique 2006-2007 (mais suppléée par [REDACTED] de 2008-2009 à 2012-2013).
- **Charges d'exercices antérieures**
 - Assistante dans le cadre du cours "Ordre juridique communautaire" (IEE, section juridique) - séminaire sur l'espace judiciaire pénal européen, 15 h. (de 2000-2001 à 2004-2005).
 - Assistante dans le cadre du séminaire "Analyse transversale de questions de droit communautaire" (IEE, section juridique) - séminaire sur la protection des droits des homosexuels et des transsexuels devant le juge communautaire et comparaison avec la jurisprudence en la matière des organes de Strasbourg, 15 h. (de 1998 à 2000).

4.1.2. Charges dans d'autres universités

- **Charges de cours au Collège d'Europe, Campus de Natolin (depuis l'année académique 2017-2018):** « Justice et Affaires intérieures de l'UE » (20h.) dans le Master en études européennes interdisciplinaires.
- **Charges antérieures à l'Université de Luxembourg (UL)**
 - *Charges de cours* : « Droit pénal européen : aspects procéduraux » (12 h.) dans le cadre du Master en droit pénal européen des affaires (années 2006-2007 et 2007-2008)
 - *Charges d'exercices* : 14 h. d'exercices attachés au cours précité (années 2006-2007 et 2007-2008).

4.1.3. Cours ponctuels à l'étranger et en Belgique (liste non exhaustive)

➤ A l'étranger

- 5h. sur *Procès penal et droit européen*, Université Panthéon Assas, novembre-décembre 2020.
- 2h. sur *EU Area of Criminal Justice*, Waseda University, Faculty of Law, Tokyo, November 2018.
- 2 h. sur *Europe's area of freedom, security and justice: actors, challenges and outcomes*, Fondation Getulio Vargas (FGV), Rio, Brésil, Avril 2018.
- 12 h. sur *Current challenges of the EU Area for Criminal Justice*, University of Padua, May 2014.
- 2 h. sur *les perspectives d'avenir de l'espace pénal européen*, Université de Genève dans le cadre du cours « Droit pénal européen » de [REDACTED] (juin 2007, mai 2008, mai 2010)
- 3 h. sur *l'importance de l'harmonisation des législations pénales*, Université de Catania, « Jean Monnet course », 23 mai 2007.
- 3 h. sur *The external dimension of the European penal area: the case of the ENP*, Université de Leiden, Honour Classes, 2 juin 2006.
- 15 h. sur *Antiterrorism and money laundering: the work of international organizations*, Université de Macau, 16 au 20 Mai 2005.
- 2 h. sur *L'espace judiciaire pénal européen*, Université de Montréal (UDEM), dans le cadre du cours de droit international public général de [REDACTED], 28 mars 2002.
- 15 h. sur *Introduction to European Law*, Université de Birzeit, Palestine, mai 2000.

➤ En Belgique

- Entre 6 et 12 h. sur *The area of freedom, security and justice* dans le cadre du Master d'études européennes organisé par la Chambre de commerce belgo-italienne et l'IEE (Bruxelles, octobre 2004, octobre 2005, mai 2006, novembre 2006, juin 2007, novembre 2007, mai 2008).
- 2 h. sur *le mandat d'arrêt européen* aux FUSL (mai 2007, 24 avril 2008)
- 2 h. sur « l'identité en droit européen », IEE-ULB, dans le cadre du Master complémentaire en analyse interdisciplinaire de la construction européenne (octobre 2007).
- Cours divers (cours introductif, cours portant sur les conflits de juridiction et le principe *ne bis in idem*, sur l'harmonisation des législations pénales ou sur la reconnaissance mutuelle...) dans le cadre des diverses éditions de la *Summer school* sur l'espace pénal européen organisée annuellement par l'IEE (tous les ans depuis 2004) (voir *infra*).
- 2 h. sur « *the European penal area* » dans le cadre du *University of Washington Summer Program* organisé à Bruxelles (tous les ans depuis 2006).
- 1 ou 2 h(s) de cours sur « *the European penal area* » dans le cadre du *Brussels Seminar on the law and Institutions of the EU* organisé par la *University of Georgia* (de 2006 à 2009).
- 2 h. sur *Extradition et asile : vers un espace judiciaire intégré ?* et 2 heures sur *L'état de droit, la démocratie et l'Union européenne* (en collaboration avec [REDACTED]) dans le cadre du séminaire de "politique européenne comparée", 1997 et 1998 (Section politique de l'IEE).

4.2. Enseignement non universitaire (liste non exhaustive)

- 12 h. sur « La politique européenne d'immigration et d'asile – Bilan et perspectives », Bucarest, organisé par l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), 18 et 19 octobre 2018.
- 12 h. sur « L'espace européen de justice pénale », séminaire de formation pour les fonctionnaires roumains organisé par l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), Bucarest, 2 et 3 juin 2016.
- Cours sur *Le volet Justice pénale* dans le cadre de la Formation « Préparation à la Présidence belge de l'UE » organisée par les SPF Justice, Intérieur et la Police fédérale, 10 décembre 2009.
- Cours IFA dans le cadre de la formation certifiée sur *Sécurité : compétences et politique*, partie sur l'Union européenne (en collaboration avec [REDACTED]), mars 2008.
- 2 heures sur *L'Europe pénale : Bilan et perspectives*, à l'ENA dans le cadre de la formation « Europe et justice », Strasbourg, 28 novembre 2007.
- Formation sur le droit pénal européen dans le cadre de l'Institut de formation judiciaire en Bulgarie, Sophia, Novembre 2006.
- Rapport sur *Instruments of Harmonization in the Third Pillar*, lors du séminaire de formation des praticiens de la Justice organisé par la Commission européenne dans le cadre du Programme TAIEX sur “the Common area of Justice, Freedom and Security – Basic principles, legal instruments and institutions”, Bratislava, 13-14 February 2006
- Cours IFA sur *La coopération en matière de justice et d'affaires intérieures entre les Etats membres de l'Union européenne* (décembre 2001, février 2002, mars 2002, octobre 2002, février 2004, juin 2004)
- Cours sur *La coopération en matière de justice et d'affaires intérieures entre les Etats membres de l'Union européenne* dans le cadre de la formation destinée aux fonctionnaires fédéraux « Public Management Programme » (mars 2001, mars 2002, mars 2003, mars 2004).
- Cours sur *Le troisième pilier du traité sur l'Union européenne* dans le cadre de « La formation à l'Europe » de l'Alliance Française, Goethe Institut, Bruxelles, juin 1999, août 1999, novembre 1999, juin 2000, août 2000, décembre 2000, juin 2001, août 2001, juin 2002, septembre 2002.
- Cours sur *La libre circulation des personnes dans l'UE*, dans le cadre d'une formation au droit des étrangers mise sur pied par l'Association de droit des étrangers, Liège, 19 octobre 2001.
- Cours sur *L'espace de liberté, de sécurité et de justice* donné dans le cadre du cycle de formations à l'Europe de fonctionnaires belges en prévision de la Présidence belge de l'Union européenne (janvier, mars et avril 2001).
- Cours sur *le troisième pilier* dans le cadre du programme intensif d'été organisé à l'Institut d'Etudes européenne « Human Rights, Democratic Institutions and Federalism », juillet 2000.
- Cours sur *Le troisième pilier du traité sur l'Union européenne* dans le cadre du CERAP, mars 1998 et avril 2000.
- Cours sur *Le troisième pilier du traité sur l'Union européenne* dans le cadre d'un programme de formation visant à préparer au concours de la Commission européenne, 17 au 31 août 1998 (IEE, section juridique).
- Série de cours sur *La coopération judiciaire pénale européenne* et assistance du Professeur E. David dans le cadre du séminaire sur « la coopération judiciaire et entraide pénale internationale et européenne », été 1998 et novembre 1998 (programme de formation « Coopération juridique et judiciaire en Europe », financé par le programme *Grotius*).

4.3. Direction de thèses de doctorat, membre du jury de thèse et direction ou encadrement des travaux de fin de 2ème et 3ème cycles (direction, encadrement, ...), membre d'autres jurys

4.3.1. Direction de thèses de doctorat

■ Thèses en cours

- 1) [REDACTED] («La situation des combattants terroristes européens détenus en Syrie et en Irak : entre jugement sur place et jugement en Europe») (projet Mini-Arc).
- 2) [REDACTED] (« La protection des victimes de la criminalité dans l'UE », FNRS (projet PDR).
- 3) [REDACTED] (« Trust in European Governance : Is conditionality the way forward ? – mini-arc) (co-promoteur : [REDACTED]).
- 4) [REDACTED] (« “European Commission policy entrepreneurship in the EU's AFSJ. A case study of the CEAS and the EPPO”) (co-promoteur : [REDACTED]).
- 5) [REDACTED] («La lutte contre la radicalisation dans l'Union européenne”) (co-promoteur : [REDACTED], Université de Grenoble) (co-tutelle ULB-Université de Grenoble).

- 6) [REDACTED] (ULB) – « What does the autonomy of EU law stand for » (co-promoteur : [REDACTED]).

■ **Thèses défendues**

- [REDACTED] (« Enhancing the effectiveness of information and intelligence sharing in the Association of South east Asian Nations (ASEAN) to fight serious transnational crime: towards a regionalisation in criminal matters? ») (co-promoteur : [REDACTED], Université de Genève) (co-tutelle ULB- Université de Genève) (défense avril 2021)
- [REDACTED] (“The external dimension of the European Union’s fight against terrorism: governance and constitutional challenges” – mini-arc) (Co-promoteur : [REDACTED], Faculté de philosophie et sciences sociales, ULB) (février 2021)
- [REDACTED] (« La confiscation et le gel d’avoirs terroristes : quelle place pour les droits fondamentaux dans la lutte contre le crime et le terrorisme ») (co-promoteur : [REDACTED], ULB) (défense décembre 2020).
- [REDACTED] (« Les systèmes de sanctions des irrégularités en procédure pénale : État de la question en droit national et européen ») (co-promoteur : [REDACTED], ULB) (défense en mai 2018).
- [REDACTED] (« Mutual trust as a core principle of EU criminal law. Conceptualising the principle with a view to enhance mutual recognition in criminal justice matters ») (co-promoteur: [REDACTED], VUB – GOA) (co-tutelle ULB- VUB) (défense en avril 2017)
- [REDACTED] (“The legitimacy of EU criminal law: what role for normative justifications?”) (co-promoteur: [REDACTED], VUB – GOA) (défense en novembre 2016) (co-tutelle ULB- VUB).
- [REDACTED] [REDACTED] (“EU-policy in the fight against trafficking in human beings. A representative example of the challenges caused by the externalization of the AFSJ”) (co-promoteur: [REDACTED], Université de Genève) (co-tutelle ULB-Université de Genève) (défense en septembre 2016).

4.3.2. **Membre de jurys de thèses ou de comités d’accompagnement**

- Présidente du comité d’accompagnement de [REDACTED] – « Ruling GMOs and Pesticides by Comitology: a procedure still fit for purpose or politically inadequate? The case of the PAFF (Plant, Animal, Food and Feed) Committee”.
- Membre extérieure du jury de thèse de [REDACTED], « Social Rights in the context of the European Arrest Warrant” - University College Dublin, défense février 2021.
- Présidente du comité d’accompagnement de [REDACTED] (ULB-Waseda - « Combating Child Trafficking Through International Law and Policy : a Multilevel Governance and Transnational Cooperation Approach ») (co-tutelle ULB-Waseda) - défense mars 2021.
- Membre du comité d’accompagnement de [REDACTED] (UCL - « La récolte interétatique de preuves au sein de l’Union européenne » - défense juin 2020).
- Présidente du Comité d’accompagnement de [REDACTED] (ULB-USL) – « Le principe de confiance mutuelle entre Etats membres : un principe de gouvernance à l’épreuve d’une crise des valeurs » (défense mars 2020).
- Membre du jury de thèse de [REDACTED] sur le sujet de « La compétence d’incrimination de l’Union européenne » (Université du Luxembourg - Université Paris Est Créteil – défense en octobre 2017).
- Membre du comité d’accompagnement et du jury de thèse de [REDACTED] (UCL – « Le transfert de l’exécution des peines privatives et restrictives de liberté en droit européen. A la recherche d’un équilibre entre intérêts individuels et collectifs » - défense le 24 février 2016).
- *Opponent to the Faculty of* [REDACTED], « The Europeanization of Criminal Law Competence and its Control in the Lisbon Era » (University of Helsinki - April 2015).
- Membre du jury de thèse de [REDACTED], « Les échanges de données personnelles entre l’union européenne et les tiers dans le domaine de la sécurité » (Université Paris Ouest Nanterre la Défense - 2015).
- Membre du jury de thèse de [REDACTED] « Models of Cross-Border Evidence Gathering in European Union Criminal Law » (University of Zagreb - 2015).
- Membre du jury de thèse de [REDACTED] « Managing diversity in the European Union : cooperation, convergence and mutual trust » (UCL - 2014).
- Membre du jury de thèse de [REDACTED], “La fonction compliance et le droit pénal face aux enjeux de la société contemporaine” (Université du Luxembourg, 2012).
- Membre du jury de thèse de [REDACTED], « Délégation internationale de la compétence pénale » (Université de Genève, 2012).

- [REDACTED], « Le mandat d'arrêt européen, première réalisation concrète de l'espace pénal européen » (Université d'Avignon et des pays de Vaucluse - 2008).
- Membre du jury de thèse de [REDACTED], « La sécurité et le choix de l'ennemi : l'effet Double Bind du 11 sept. Une analyse comparée de la législation antiterroriste » (Universidade de Santiago de Compostela - 2007).

4.3.3. Autres

- Membre des panels académiques des ECLAN PhD Seminars annuels (2011, IEE-ULB ; 2012, Université du Luxembourg ; 2013, Université de Pau et des Pays de l'Adour (UPPA), Bayonne ; 2014, Queen Mary University of London ; 2015, Copenhague ; 2016, Wirtschaftsuniversität Wien ; 2017, University of Basel ; 2019, Université du Luxembourg)
- Directeur de mémoires/TFE: depuis l'année académique 2008-2009, directeur ou lecteur/assesseur de TFE/mémoires dans le cadre du master en droit, du master de spécialisation en droit européen, du master en études européennes, du master de spécialisation en analyse interdisciplinaire de la construction européenne...
- Présidente du jury de la finale du concours Lomboy en droit pénal international, janvier 2014 (Université de la Rochelle).
- Présidente du jury de la 2ème éd. du *Initial training international showroom - Themis*, Centro de Estudos judiciais, Lisbonne, 24-29 sept. 2007.
- Evalueur dans le cadre du *European Master Thesis Award 2007* – Maastricht University.

V. PUBLICATIONS ET ACTIVITES SCIENTIFIQUES² :

5.1. Listes des publications

5.1.1. Ouvrage scientifique au titre de seul auteur et monographie

- *Droit pénal spécial* (co-auteur : Laurent Kennes), Limal, éd. Anthémis, Tome 1, 2011 394 p.
- *L'harmonisation des législations : condition de l'espace pénal européen et révélateur de ses tensions*, Bruxelles, édition de l'Université de Bruxelles, 2004, 404 pages (préface : Gilles de Kerchove).

5.1.2. Ouvrages édités en collaboration

- 1) « *La lutte contre le terrorisme : ses acquis et ses défis -The fight against terrorism: achievements and challenges* » (co-éditrices : Christiane Hoehn and Isabel Saavedra), Bruxelles, Larcier, 2021, à paraître.
- 2) « *La création du Parquet européen - Simple évolution ou révolution au sein de l'espace judiciaire européen ?* », (co-éditeur : Constance Chevallier Govers), Bruxelles, Larcier, 2021, 430 p.
- 3) « *Criminal Procedure and cross-border cooperation in the EU area of criminal justice. Together but apart?* », (co-éditeur: Elodie Sellier), Ed. de l'Université de Bruxelles, 2020, 459 p.
- 4) « *Supranational Governance at Stake. The EU's External Competences caught between Complexity and Fragmentation* », (co-éditeur: Mario Telo), Routledge, 2020, 284 p.
- 5) *L'Europe au kaléidoscope. Liber amicorum Marianne Dony* (co-éditeurs : Emmanuelle Bribosia, Nicolas Joncheray et Areg Navarsartian), éd. de l'Université de Bruxelles, 2019, 510 p.
- 6) « *Les solidarités européennes Les solidarités européennes. Entre enjeux, tensions et reconfigurations* », (co-éditeurs : Ramona Coman et Louise Fromont), Larcier, 2019, 436 p.
- 7) *La science pénale dans tous ses états, Liber Amicorum Patrick Mandoux et Marc Preumont* (co-éditeur : Franklin Kuty), Larcier, 2019, 680 p.
- 8) *Rethinking the European Union and its global role from the 20th to the 21st century, Liber Amicorum Mario Telo* (co-éditeurs: Frederik Ponjaert, Jean-Michel Dewaele et Giovanni Grevi), Bruxelles, Ed. De l'Université de Bruxelles, 2019, 310 p.
- 9) *The Needed Balances of EU Criminal Law: Past, Present and Future* (co-éditeur : Chloé Brière), Hart Publishing, 2018, 452 p.
- 10) *Do labels still matter? Blurring boundaries between administrative and criminal law. The influence of the EU* (co-éditeur : Francesca Galli), Bruxelles, Ed. de l'Université Libre de Bruxelles, 2014, 258 p.
- 11) *Approximation of substantive criminal law in the EU: The way forward* (co-éditeur : Francesca Galli) Bruxelles, Ed. de l'Université Libre de Bruxelles, 2013, 256 p.
- 12) *EU Counter-Terrorism Offences: What Impact on National Legislation and Case-law?* (co-éditeur : Francesca Galli), Bruxelles, Ed. de l'Université Libre de Bruxelles, 2012, 314 p.
- 13) *The future of Mutual recognition in criminal matters in the European Union* (co-éditeurs : Gisèle

² Ne sont mentionnés au titre de publications que les textes déjà édités, sous presse ou acceptés pour publication par l'éditeur, à l'exclusion des travaux en cours ou en préparation.

- Vernimmen et Laura Surano), Bruxelles, Ed. de l'Université Libre de Bruxelles, 2009, 603 p.
- 14) *Quel contrôle juridictionnel pour l'espace pénal européen ?* (co-éditeur : Stefan Braum), Bruxelles, Ed. de l'Université Libre de Bruxelles, 2009, 348 p.
 - 15) *The evaluation of European Criminal Law: the example of the Framework Decision on combating trafficking in human beings* (co-éditeur : Veronica Santamaria) Bruxelles, Ed. de l'Université Libre de Bruxelles, 2009, 416 p.
 - 16) *L'Union européenne : la fin d'une crise ?* (co-éditeur : Paul Magnette), Bruxelles, Ed. de l'Université Libre de Bruxelles, 2008, 250 p.
 - 17) *Comment évaluer le droit pénal européen ?* (co-éditeur : Serge de Biolley), Bruxelles, Ed. de l'Université de Bruxelles, 2006, 242 p.
 - 18) *Gays' and Lesbians Rights in an Enlarged European Union* (co-éditeur : Sinziana Carstocea), Bruxelles, Ed. de l'Université de Bruxelles, 2005, 244 p.
 - 19) *La confiance mutuelle au sein de l'espace pénal européen* (co-éditeur : G. de Kerchove), Bruxelles, Ed. de l'Université de Bruxelles, 2005, 337 p.
 - 20) *Sécurité et justice : enjeu de la politique extérieure de l'Union européenne*, Bruxelles, Ed. de l'Université de Bruxelles, 2003 (co-éditeur : G. de Kerchove), 324 pages.
 - 21) *Quelles réformes pour l'espace pénal européen*, Bruxelles, Ed. de l'Université de Bruxelles, 2003 (co-éditeur : G. de Kerchove), 172 pages.
 - 22) *L'espace pénal européen : enjeux et perspectives*, Bruxelles, Ed. de l'Université de Bruxelles, 2002 (co-éditeur : G. de Kerchove), 305 pages.
 - 23) *Lutte contre le terrorisme et droits fondamentaux*, Bruxelles, Bruylant, collection Droit et Justice 2002, (co-éditeur : E. Bribosia), 305 pages.
 - 24) *La reconnaissance mutuelle des décisions judiciaires pénales dans l'Union européenne*, Bruxelles, Ed. de l'Université de Bruxelles, 2001 (co-éditeur : G. de Kerchove), 255 pages.
 - 25) *Vers un espace judiciaire pénal européen*, Bruxelles, Ed. de l'Université de Bruxelles, 2000 (co-éditeur : G. de Kerchove), 373 pages.
 - 26) *Union européenne et nationalités. Le principe de non-discrimination et ses limites*, Bruxelles, Bruylant, 1999 (co-éditeurs : E. Bribosia, E. Dardenne, P. Magnette), 225 pages.

5.1.3. Recueils de textes

- *Code de droit international pénal* (co-éditeur : Eric David et Vaïos Koutroulis), Bruxelles, Bruylant, 1^{ère} éd. 2014 ; 2^{ème} éd. 2018).
- *Code of criminal law of the European Union* (co-éditeurs : Henri Labayle, Serge de Biolley et Maitena Poelemans), Bruxelles, Bruylant, 1^{ère} éd. 2005 - 2^{ème} éd., 2012 - 3^{ème} éd., 2016 - 4^{ème} édition en préparation, 2020.
- *Code de droit pénal de l'Union européenne* (co-éditeurs : Henri Labayle, Serge de Biolley et Maitena Poelemans), Bruxelles, Bruylant, 1^{ère} éd., 2005 - 2^{ème} éd. 2013 - 3^{ème} éd. 2017 - 4^{ème} édition en préparation, 2020.
- *Bundel van het strafrecht van de Europese Unie* (co-éditeurs : Henri Labayle, Serge de Biolley, Paul De Hert et Maitena Poelemans), Bruxelles, Bruylant, 1^{ère} éd. 2007, 2012.

5.1.4. Parties d'ouvrages collectifs (avec comité de lecture)

1. "Irregular labor Migration and Criminal Sanctions: An Effective Deterrent?" (co-author: I. Creta), in Ph. De Bruycker et L. Tsourdi (eds), *Research Handbook on EU Migration and Asylum Law*, Edward Elgar, 2020, forthcoming.
2. "Source criticism" (co-author: K. Bertrams), in JF Morin, C. Olsson and E.O. Atikcan (eds), *Textbook on Research Methods*, Cambridge University Press, 2020, forthcoming.
3. "La création et le développement de la coopération opérationnelle en droit pénal de l'UE", in C. Billet et A. Turmo (eds), *La coopération opérationnelle en droit pénal de l'Union européenne*, Larcier, 2020, p. 15-27.
4. « Supranationality and sovereignty in an era of increasing complexity and fragmentation » (co-auteur: M. Telo) in A. Weyembergh and M. Telo (eds), *Supranational Governance at Stake. The EU's External Competences caught between Complexity and Fragmentation*, Routledge, 2020, p. 3-25.
5. "Various and flexible forms of governance beyond the State: resilience and adaptation of European supranationality in the face of complexity and change" (co-auteurs: M. Telo et F. Ponjaert) in A. Weyembergh and M. Telo (eds), *Supranational Governance at Stake. The EU's External Competences caught between Complexity and Fragmentation*, Routledge, 2020, p. 257-271.
6. « Conséquences du BREXIT pour la coopération policière et judiciaire en matière pénale dans l'Union européenne » in A. Weyembergh et F. Kutu (eds), *La science pénale dans tous ses états, Liber Amicorum Patrick Mandoux et Marc Preumont*, Larcier, 2019, p. 605-628.
7. « Introduction : les solidarités européennes, entre enjeux, tensions et reconfigurations » (co-auteurs : R. Coman et L. Fromont), in A. Weyembergh, R. Coman et L. Fromont (eds), *La solidarité européenne :*

- enjeux et perspectives*, Larcier, 2019, p. 7-32.
8. « Quelle place pour la solidarité en droit pénal européen ? » (co-auteur : C. Rizcallah), in A. Weyembergh, R. Coman et L. Fromont (eds), *La solidarité européenne : enjeux et perspectives*, Larcier, 2019, p. 63-83.
 9. “Comment on CJEU, 11 February 2003, Criminal Proceedings v. Hüseyin Gözütok and Klaus Brügge, joined cases C-187/01 and C-385/01 in V. Mitsilegas, A. Di Martino and L. Mancano (eds), *The Court of Justice and European Criminal Law. Leading cases in a contextual analysis*, Hart Publishing, 2019, p. 199-211.
 10. “History of the police cooperation and judicial cooperation”, In R.E. Kostoris (Ed.), *Handbook of European Criminal Procedure*, Springer, 2018, p. 174-197.
 11. “Enhanced cooperation in criminal matters: past, present and future”, in R. Kert and A. Lehner (eds), *Vielfalt des Strafrechts im internationalen Kontext, Liber Amicorum für Frank Höpfel*, Vienna, 2018, p. 605 - 624.
 12. « Relations between the EPPO and Eurojust – still a privileged partnership? » (co-auteur : C. Brière), In P. Geelhoed, A. Meij, L. Erkelens (eds), *Shifting Perspectives on the European Public Prosecutor's Office*, Asser Press, Springer Verlag, 2018, p. 171-186.
 13. « Des conséquences du Brexit pour le droit pénal de l'Union européenne », in *Liber Amicorum pour Christine Van den Wyngaert*, Maklu, 2017, p. 605-624.
 14. « EU Criminal Law » (co-author : C. Brière), in F. Trauner and A. Ripoll (eds), *The Routledge Handbook of Justice and Home Affairs Research*, Routledge, 2018, p. 192 - 202.
 15. « The mutual recognition principle and EU criminal law » (co-author : I. Armada), In M. Fletcher, E. Herlin-Karnell and C. Matera (eds), *The European Union as an Area of Freedom, Security and Justice*, 2017, p. 111 - 135.
 16. “The cooperation between police and justice at EU level : the case of joint investigation teams » (co-authors : I. Armada et C. Brière), in A. Weyembergh and C. Brière (eds), *The Needed Balances of EU Criminal Law: Past, Present and Future*, Hart Publishing, 2018, p. 355-382.
 17. « The principle of ne bis in idem in Europe's Area of Freedom, Security and Justice » (co-author : I. Armada), in Valsamis Mitsilegas, Maria Bergström, Theodore Konstadinides (eds), *Research Handbook on EU Criminal Law*, Edward Elgar, 2016, p. 189-209.
 18. « Is there an EU Criminal Policy ? » (co-auteur : I. Wieczorek), in R. Colson and S. Field (eds), *EU Criminal Justice and the challenges of diversity*, Cambridge University Press, p. 29-47.
 19. « Belgium » (co-author : Celine Cocq), in Kent Roach, (ed) *Comparative Counter-Terrorism Law*, Cambridge University Press, 2015, p. 234-268.
 20. « The European Public Prosecutor's Office: certain constitutional issues » (co-author : Katalin Ligeti), in *The European Public Prosecutor's Office An extended Arm or a two-headed Dragon?*, Springer, 2014, p. 53 - 77.
 21. « L'Union européenne et la traite des êtres humains » (co-auteur : Chloé Brière), in Diane Bernard, Yves Cartuyvels, Christine Guillain, Damien Scalia et Michel van de Kerchove (eds), *Fondements et objectifs des incriminations et des peines en droit européen et international*, Limal, Anthémis, 2013, p. 67 – 92.
 22. « Storia della cooperazione giudiziaria e di polizia in materia penale », in R. Kostoris, *Manuale di procedura penale europea* Giuffrè, 2014, p. 143 – 164.
 23. « Approximation of substantive criminal law: the new institutional and decision-making framework and new types of interaction between EU actors » (en collaboration avec S. de Biolley) (p. 9 – 35) et « conclusions: the way forward » (p. 219 – 224) in *Approximation of substantive criminal law in the EU: The way forward* (co-éditeur : Francesca Galli) Bruxelles, Ed. de l'Université Libre de Bruxelles, 2013.
 24. “Le principe *non bis in idem* : une contribution essentielle de la CJUE”, in *The Court of Justice and the Construction of Europe: Analyses and Perspectives on Sixty Years of Case-law*, The Hague, TMC Asser Press, 2013, p. 539-561.
 25. “Transverse Report on Judicial Control in Cooperation in Criminal Matters: The Evolution from Traditional Judicial Cooperation to Mutual Recognition” in K. Ligeti (ed), *The Future of Prosecution in Europe*, vol. 1, Oxford, Hart Publishing, 2013, p. 945 – 985.
 26. « L'élément fautif comme élément subjectif de l'infraction : tentative de clarification des notions » (co-auteurs : L. Kennes et D. Vandermeersch) in J.F. Germain, Ch. Guillain et P. Jadoul (sous la dir de), *Questions spéciales en droit pénal*, Bruxelles, Larcier 2011.
 27. « Introduction » (co-auteur : Francesca Galli) et « Domestic provisions and case-law: the Belgian case” (co-auteur : Laurent Kennes) in *EU Counter-Terrorism Offences: What Impact on National Legislation and Case-law?* (co-éditeur : Francesca Galli), Bruxelles, Ed. de l'Université Libre de Bruxelles, 2012, p. 11-21 et p. 149-165.
 28. « La peine dans l'Union européenne : quel équilibre entre reconnaissance mutuelle et rapprochement des législations ? », in Y. Cartuyvels, C. Guillain, F. Tulkens (sous la dir de), *La peine dans tous ses*

- états, Liber amicorum Michel van de Kerchove*, Bruxelles, Larcier, 2011, p. 163-188.
29. « La justice : bilan et perspectives en matière pénale », in C. Kaddous et M. Dony (dir.), *Bilan et perspectives de l'Espace de liberté, de sécurité et de justice*, Bruxelles, Bruylant, 2010, pp. 113 – 139.
 30. « Les interactions dans le secteur de la coopération judiciaire : le mandat d'arrêt européen » (co-auteur : V. Ricci) in G. Giudicelli et S. Manacorda, *Cour de justice et justice pénale en Europe*, éd. la Société de législation comparée, Collection de l'UMR de Droit Comparé, 2010, p. 203 - 244.
 31. « Lutte contre le terrorisme et droits fondamentaux dans le cadre du troisième pilier. La Décision-cadre du 13 juin 2002 relative à la lutte contre le terrorisme et le principe de la légalité » (co-auteur : V. Santamaria) in J. Rideau (sous la dir. de), *Les droits fondamentaux dans l'Union européenne. Dans le sillage de la Constitution européenne*, Bruxelles, Bruylant, 2009, p. 197 - 228.
 32. « La transposition des normes européennes : transferts de sens et de pouvoirs. L'exemple de la décision-cadre du 13 juin 2002 relative à la lutte contre le terrorisme » (co-auteur : Michel van de Kerchove), in A. Bailleux, Y. Cartuyvels, H. Dumont et F. Ost (eds), *Traduction et droits européens : enjeux d'une rencontre*, FUSL, 2009, p. 225-313;
 33. « The external dimension of the area of freedom, security and justice » (co-auteur : P. De Bruycker), in M. Telo (ed), *EU and Global Governance*, London, Routledge, 2009, 210-232.
 34. « La reconnaissance mutuelle en matière pénale en Belgique » (co-auteur : V. Santamaria) in G. Vernimmen, L. Surano and A. Weyembergh (eds), *The future of mutual recognition in criminal matters in the EU*, Bruxelles, éd. de l'Université de Bruxelles, 2009, p. 47 - 77.
 35. « Le traité de Lisbonne et le contrôle juridictionnel sur le droit pénal européen » (co-auteur : Vanessa Ricci), in A. Weyembergh et S. Braum (eds), *Quel contrôle juridictionnel pour l'espace pénal européen ?* (co-éditeur : Stefan Braum), Bruxelles, Ed. de l'Université Libre de Bruxelles, 2009, p. 227-300.
 36. « Introduction » et « Conclusions » (co-auteur : V. Santamaria) in A. Weyembergh et V. Santamaria (eds), *L'évaluation du droit pénal européen. Le cas de la décision-cadre de 2002 sur la lutte contre la traite des êtres humains*, Bruxelles, Ed. de l'Université Libre de Bruxelles, 2009, pp. 9-40 et pp. 379-395.
 37. « Le traité de Lisbonne et la fin annoncée du troisième pilier: sortie de crise pour l'espace pénal européen ? » (co-auteur : Serge de Biolley), in A. Weyembergh et P. Magnette (eds) *L'Union européenne : la fin d'une crise ?*, Bruxelles, Ed. de l'Université Libre de Bruxelles, 2008, p. 201 – 218.
 38. « Le contrôle démocratique au sein de l'espace pénal européen » (co-auteur : V. Santamaria) in M. Dony et L. Rossi (sous la dir. de), *Démocratie, cohérence et transparence : principes constitutionnels de l'Union européenne ?*, Bruxelles, éd. de l'Université de Bruxelles, 2008, pp. 73-92
 39. « L'espace pénal européen : quel bilan depuis l'entrée en vigueur du traité de Maastricht ? », in *Enfermement et sécurité pénale*, Paris, Dalloz, 2007, pp. 225 à 237.
 40. « L'espace pénal européen : 'épée' des droits fondamentaux dans l'Union européenne » in Y. Cartuyvels, H. Dumont, F. Ost, M. van de Kerchove, S. Van Drooghenbroeck (sous la dir. de), *Les droits de l'homme, bouclier ou épée du droit pénal ?*, Bruxelles, Publications des Facultés universitaires Saint Louis, 2007, pp. 175-209.
 41. « L'évaluation des Etats membres dans le cadre du 3^{ème} pilier » (co-auteur : Serge de Biolley) in A. Weyembergh et S. de Biolley (sous la dir. de), *Comment évaluer le droit pénal européen ?*, Bruxelles, Ed. de l'Université de Bruxelles, 2006, pp. 75-98.
 42. « Conclusions » (co-auteur : Serge de Biolley) in A. Weyembergh et S. de Biolley (sous la dir. de), *Comment évaluer le droit pénal européen ?*, Bruxelles, Ed. de l'Université de Bruxelles, 2006, pp. 219-233.
 43. « Quelle confiance mutuelle ailleurs ? » (co-auteur : Khabirpour Sarah), in La confiance mutuelle dans l'espace pénal européen/ Mutual trust in the European criminal area, Bruxelles, éd. de l'Université de Bruxelles, 2005, p. 247-269.
 44. « Quelle Europe pénale dans le traité constitutionnel ? » (co-auteur : G. de Kerchove), in E. Bribosia et M. Dony (eds), *Commentaires de la Constitution européenne*, Bruxelles, éd. De l'Université de Bruxelles, 2005, p. 317 - 353.
 45. « L'espace pénal européen : entre coopération judiciaire et territoire pénal européen », in P. Magnette (éd.), *La grande Europe*, Bruxelles, éd. de l'Université de Bruxelles, 2004, pp. 246 à 262.
 46. « La lutte contre l'immigration irrégulière » (co-auteurs : H. Labayle et D. Bouteillet-Paquet) in P. De Bruycker (éd.), *L'émergence d'une politique européenne d'immigration*, Bruxelles, Bruylant, 2003, pp. 371 à 442.
 47. « La reconnaissance et l'exécution des décisions pénales », in G. de Leval et M. Storme (éd.), *Le droit processuel et judiciaire européen*, Brugge, La Charte, 2003, pp. 457 à 474.
 48. « L'impact de la lutte contre le terrorisme sur les politiques d'asile et d'immigration de l'Union européenne » (co-auteur : E. Bribosia), in G. Vandersanden et A. De Walsche (coord.), *Mélanges en hommage à Jean-Victor Louis*, Bruxelles, éd. de l'Université de Bruxelles, 2003, pp. 63 à 82.

49. « Le rapprochement des législations pénales au sein de l'Union européenne : les difficultés et leurs conséquences », in G. de Kerchove et A. Weyembergh (éd.), *L'espace pénal européen : enjeux et perspectives*, Bruxelles, Ed. de l'Université de Bruxelles, 2002, pp. 127 à 143.
50. « La coopération pénale européenne face au terrorisme : rupture ou continuité ? », K., Bannelier, Th. Christakis, O. Corten, et B. Delcourt (éd.), *Le droit international face au terrorisme*, Paris, Pedone, 2002, pp. 279 à 295.
51. « L'impact du 11 septembre sur l'équilibre sécurité/liberté dans l'espace pénal européen », in E. Bribosia et A. Weyembergh (éd.), *Lutte contre le terrorisme et droits fondamentaux*, Bruxelles, Bruylant, collection Droit et Justice, 2002, pp. 153 à 195.
52. « 'Statutory Cohabitation' Under Belgian Law : A Step Towards Same-Sex Marriage ? », (co-auteur : O. De Schutter), in R. Wintemute and M. Andenaes (ed.), *Legal Recognition of Same-Sex Partnerships. A Study of National, European and International Law*, Oxford, Hart Publishing, 2001, pp. 465 à 474.
53. « La reconnaissance mutuelle des décisions judiciaires pénales au sein de l'Union européenne : mise en perspective », in G. de Kerchove et A. Weyembergh (éd.), *La reconnaissance mutuelle des décisions judiciaires en matière pénale dans l'Union européenne*, Bruxelles, Ed. de l'Université de Bruxelles, 2001, pp. 25 à 63.
54. « La lutte contre la traite des êtres humains dans le 3^{ème} pilier du traité sur l'Union européenne », in G. de Kerchove et A. Weyembergh (éd.), *Vers un espace judiciaire pénal européen*, Bruxelles, Ed. de l'Université de Bruxelles, 2000, pp. 217 à 225.
55. « L'avenir des mécanismes de coopération », in G. de Kerchove et A. Weyembergh (éd.), *Vers un espace judiciaire pénal européen*, Bruxelles, Ed. de l'Université de Bruxelles, 2000, pp. 141 à 171.
56. « A la recherche d'un espace judiciaire pénal européen », in P. Magnette et E. Remacle (éd.), *Le nouveau modèle européen*, Bruxelles, éd. de l'Université de Bruxelles, 2000, pp. 31 à 46.
57. « La coopération judiciaire pénale », in L. le Hardÿ de Beaulieu (éd.), *L'Europe et ses citoyens*, Bruxelles, PIE-Peter Lang, 2000, pp. 167 à 182.
58. « Nouveaux instruments normatifs et nouvelles avancées jurisprudentielles en matière de lutte contre les discriminations sur base de la nationalité après le Traité d'Amsterdam » (co-auteur : E. Bribosia), in E. Bribosia, E. Dardenne, P. Magnette et A. Weyembergh (éd.), *Union européenne et nationalités. Le principe de non-discrimination et ses limites*, Bruxelles, Bruylant, 1999, pp. 239 à 248.
59. « Le franchissement des frontières extérieures et intérieures et les différences de traitement sur base de la nationalité » (co-auteur : E. Dardenne), in E. Bribosia, E. Dardenne, P. Magnette et A. Weyembergh (éd.), *Union européenne et nationalités. Le principe de non-discrimination et ses limites*, Bruxelles, Bruylant, 1999, pp. 77 à 118.
60. « L'Union européenne face aux migrations. Concurrence entre les ressortissants de l'Est et du Sud ? » (co-auteur : E. Bribosia), in M. Dony (éd.) *L'Union européenne et le monde après Amsterdam*, Bruxelles, éd. de l'Université de Bruxelles, 1999, pp. 163 à 191.
61. « La personnalité juridique de l'Union après Amsterdam » (co-auteur : E. Bribosia), in M. Dony (éd.) *L'Union européenne et le monde après Amsterdam*, Bruxelles, éd. de l'Université de Bruxelles, 1999, pp. 37 à 60.
62. « La consolidation de l'Etat de droit européen. Vers un renforcement de la protection des droits fondamentaux » (co-auteur : E. Bribosia), in *De Maastricht à Amsterdam. L'Europe et son nouveau Traité*, sous la direction de P. Magnette et M. Telo, Bruxelles, éd. Complexe, 1998, pp. 69 à 87.

5.1.5. Articles dans des revues scientifiques internationales ou nationales (avec comité de lecture):

1. « The curious case of the EU-Japan mutual legal assistance agreement: an analysis of the negotiations and its implementation ten years after it was concluded » (co-auteur : I. Wiczorek), *NJECL*, 2020, à paraître.
2. « L'extradition des citoyens européens vers des pays tiers : quels enseignements tirer des arrêts Petruhhin et suivants ? » (co-auteur : François Catteau), *CDE*, 2019, p. 451-483.
3. « Arrêt « OG et PI » : la notion d'autorité judiciaire d'émission et l'exigence d'indépendance à la lumière de la décision-cadre relative au mandat d'arrêt européen » (co-auteur : François Catteau), *JDE* 2019, p. 363-366.
4. « Arrêt « RO » de la CJUE : le mandat d'arrêt européen à l'épreuve de la perspective du Brexit » (co-auteur : François Catteau), *JDE*, 2019 n° 255 p. 20-22.
5. « The future cooperation between OLAF and the European Public Prosecutor's Office » (co-auteur : C. Brière), *NJECL*, 2018, vol. 9, 1, p. 62-82.
6. « Consequences of Brexit for European Union criminal law », *NJECL*, 2017, Vol. 8, Issue 3, p. 284-299.
7. « L'Union européenne, acteur incontournable en matière de garanties procédurales : derniers développements législatifs, jurisprudentiels et leur mise en œuvre en droit belge » (co-auteur : A. Rizzo), *RTDH*, n°113, 2018, p. 81-125.
8. « A propos de 'l'entraide judiciaire en matière pénale dans le cadre du Benelux' de Bart De Schutter (1967-I) : que de chemin parcouru ! », *RBDI*, 2015 – 1/2, p. 558-573.

9. « CJUE, 8 septembre 2015, *Taricco et consorts* » (co-auteur : C. Brière), *Droit pénal de l'entreprise*, 2016/3, p. 239-250.
10. « Arrêt 'Aranyosi et Căldăraru': imposition de certaines limites à la confiance mutuelle dans la coopération judiciaire pénale » (co-auteur : E. Bribosia), *Journal de droit européen*, 2016, p. 225-228.
11. « Confiance mutuelle et droits fondamentaux: 'Back to the future' » (co-auteur : E. Bribosia), *Cahiers de droit européen*, 2016, p. 469-521.
12. « Punitive administrative Sanctions and Procedural Safeguards: a Blurred Picture that needs to be addressed » (co-auteur : N. Joncheray), *New Journal of European Criminal Law*, 2016, vol.7, n°2, pp. 190-210.
13. « Competition or cooperation? State of play and future perspectives on the relations between Europol, Eurojust and the European Judicial network » (co-auteurs : I. Armada and C. Brière), *New Journal of European Criminal Law*, 2015(2), pp. 258-287.
14. « A propos de quelques arrêts récents de la Cour de Cassation concernant le motif de refus d'exécution d'un mandat d'arrêt européen fondé sur les droits fondamentaux (i.e. les arrêts du 13 novembre 2013 , du 19 novembre 2013 , du 15 avril 2014) », (co-auteur : I. Armada), *RDPC*, 2014, p. 1029 et s.
15. « Chronique de jurisprudence consacrée à l'espace de liberté, de sécurité et de justice - Jurisprudence de la Cour de justice relative à la coopération policière et judiciaire en matière pénale (2009-2014) » (co-auteur : S. de Biolley), *Cahiers de droit européen*, 2014, n°2, p. 427 – 474.
16. « An Overall Analysis of the Proposal for a Regulation on Eurojust », *EUCrim*, 2013 (issue 4), p. 127-131.
17. "Coordination and initiation of investigations and prosecutions through Eurojust", *ERA Forum*, Volume 14, Issue 2 (2013), p. 177-186.
18. « La Belgique : moteur de l'espace européen de justice pénale ? » (co-auteur : Chloé Brière), *Revue des affaires européennes*, 2013, p. 105 et s.
19. « Vers une approche maximaliste du droit à l'assistance d'un avocat », *RTDH*, 2013, p. 143 et s.
20. « Les arrêts de la CJUE du 21 octobre 2010 dans l'affaire *I.B.* et du 16 novembre 2010 dans l'affaire *Mantello* », *Journal de droit européen*, 2011, p. 177 et s.
21. « The Development of Eurojust: potential and limitations of Art. 85 TFEU », *New Journal of European Criminal Law*, 2011, vol. 2, p. 75-99.
22. « Légalité en matière pénale, habilitation au Roi et exécution des règlements européens - Commentaire sous Cour constitutionnelle, 22 avril 2010, arrêt n° 37/2010 » (co-auteur : Wilfried Van Vaerenbergh), *Revue de droit pénal et de criminologie*, 2010, p. 1327-1337.
23. « Chronique de jurisprudence consacrée à l'espace de liberté, de sécurité et de justice. Jurisprudence de la Cour de justice relative au 3^{ème} pilier du Traité sur l'Union européenne (2006-2009) » (co-auteur : Serge de Biolley), *Cahiers de droit européen*, 2010, p. 166 - 210.
24. « Le mandat d'arrêt européen : vers un espace pénal européen cohérent ? », in *Les Petites Affiches*, 31 juillet 2008, p. 7-16.
25. Fascicules 2700 « Coopération judiciaire pénale » (22 p.) (3^{ème} édition en 2018), et n° 2720 « Reconnaissance mutuelle en matière pénale dans l'Union européenne » (22 p.) (2^{ème} édition en 2009), *Jurisque Europe Traité*.
26. « Le rapprochement des incriminations et des sanctions pénales. Introduction » et « Traite et trafic d'êtres humains », in *le droit pénal de l'Union européenne, Numéro spécial de la Revue internationale de droit pénal*, 2006, p. 185 et s. et p. 211 et s.
27. « The EU Mutual assistance convention of 2000 and the interception of telecommunications » (co-auteur : Serge de Biolley), *European Journal of Law Reform*, 2006, p. 285-300.
28. « L'effectivité du troisième pilier de l'Union européenne et l'exigence de l'interprétation conforme : la Cour de justice pose ses jalons (note sous l'arrêt *Pupino*, du 16 juin 2005, de la Cour de justice des Communautés européennes) », *Revue trimestrielle des droits de l'homme*, 2007, p. 269-292.
29. « Le mandat d'arrêt européen : deux années de jurisprudence nationale » (co-auteur : J. Castiaux), *JTDE*, 2006, p. 225-232.
30. « Les juridictions belges et le mandat d'arrêt européen », *EUCrim, The European Criminal Law Associations' Forum*, 1-2/2006, p. 26-28
31. « The Area of Freedom, Security and Justice and the Approximation of Penal Legislation within the European Union », *Common Market Law Review*, 2005, p. 1567-1597.
32. « L'espace pénal européen et les droits des victimes » (co-auteur : S. de Biolley), *Revue de droit de l'ULB*, 2005, p. 93-122.
33. « The Functions of Approximation of Legislation within the European Union », Special issue on European Criminal Law, *Maastricht Journal on European and Comparative Law, Special issue on European criminal law*, 2005, p. 149 - 172.
34. « A propos de l'arrêt du 14 décembre 2004 de la Cour de cassation dans l'affaire *Saroukh* » (co-auteur : J. Castiaux), *Journal des Tribunaux*, 2005, p. 133 - 136.

35. « Le principe *ne bis in idem* : pierre d'achoppement de l'espace pénal européen ? », *Cahiers de droit européen*, 2004, p. 337 - 375.
36. « L'harmonisation des procédures pénales au sein de l'Union européenne », *Archives de politique criminelle*, 2004, p. 37 - 70.
37. « Que penser de l'arrêt de la Cour de cassation française dans l'affaire *Kadhafi* après l'arrêt *Yerodia* rendu par la Cour internationale de justice » (co-auteur : O. Corten), *Journal des Tribunaux*, 2002, p. 430 - 434.
38. « La coopération européenne en matière de justice et d'affaires intérieures : vers un rééquilibrage du couple liberté-sécurité ? », *Revue belge de droit international*, 2000, p. 612 - 639.
39. « Droit pénal et reconnaissance des décisions judiciaires », *Journal des Tribunaux de droit européen*, 2001, p. 193 - 201.
40. « De certaines propositions visant à renforcer la lutte contre l'immigration irrégulière au sein de l'Union européenne », *Revue de droit des étrangers*, 2001, p. 704 - 707.
41. « Le transsexualisme et l'homosexualité dans la jurisprudence des organes de contrôle de la Convention européenne des droits de l'homme et des juridictions communautaires », (co-auteur : E. Bribosia), *Revue de droit de l'ULB*, 2000, p. 109 - 162.
42. « Les nouvelles formes de vie commune et leur impact sur le regroupement familial », *Revue de droit des étrangers*, 2000, n° 107, p. 6 - 18.
43. « La lutte contre la traite des êtres humains dans le cadre du 3^{ème} pilier du traité sur l'Union européenne », *Cahiers de droit européen*, 2000, n°1-2, p. 215 - 251.
44. « Le contrôle par l'Union européenne du respect de la démocratie et des droits de l'homme par ses Etats membres : à propos de l'Autriche » (co-auteurs : E. Bribosia, O. De Schutter, Th. Ronse), *Journal des tribunaux de droit européen*, 2000, p. 61 - 64.
45. « La cohabitation légale. Une étape dans la reconnaissance des unions de même sexe ? » (co-auteur : O. De Schutter), in *Journal des Tribunaux*, 2000, p. 93 - 106.
46. « La protection de l'euro contre les contrefaçons », *Studia Diplomatica*, 1999, pp. 143 - 170.
47. « On the Order Delivered by Belgian Examining Magistrate (Juge d'instruction) Vandermeersch in the Pinochet Case on November 6, 1998 », (co-auteur : L. Weerts), *Humanitarian Law Review*, 1999, p. 335 et s.
48. « Sur l'Ordonnance du Juge d'instruction Vandermeersch rendue dans l'affaire Pinochet le 6 novembre 1998 », *Revue belge de droit international*, 1999/1, p.178 - 204.
49. « La Cour militaire et l'application du droit des conflits armés - Commentaire de l'arrêt rendu par la Cour militaire le 17 décembre 1997 », *Revue de droit pénal et de criminologie*, février 1999, p. 177 - 201.
50. « Les droits des homosexuels devant le juge communautaire », *Journal des tribunaux de droit européen*, 1998, p. 110 - 113.
51. « Chronique de droit européen » (co-auteur : L. Weerts), *Revue belge de droit international*, 1997, I.
52. « Extradition et asile : vers un espace judiciaire européen ? » (co-auteur : E. Bribosia), *Revue belge de droit international*, 1997, I, p. 69 - 98.
53. « Le citoyen européen privé du droit d'asile ? » (co-auteur : E. Bribosia), *Journal des tribunaux de droit européen*, 1997, p. 204 - 206.
54. « Vers un réseau judiciaire européen contre la criminalité organisée », *Revue de droit pénal et de criminologie*, n°9-10/1997, p. 868 - 900.

5.1.6. Actes de colloques ou de cours

- « La coopération pénale dans l'Union européenne : de mécanismes classiques marqués par le principe de la territorialité nationale à la mise sur pied d'un « territoire pénal européen ? » in Laurence Potvin Solis (ed.), *Les enjeux territoriaux des objectifs de sécurité de l'Union européenne*, Bruxelles, Bruylant, collection "Colloques Jean Monnet", à paraître.
- «Réflexions sur quelques équilibres essentiels au droit pénal européen » in les *Cahiers de la sécurité et de la justice*, 2016, n° 38, p. 198-202.
- "Le *ne bis in idem* en matière pénale dans l'UE : de quelques développements récents et de quelques perspectives", in D. Brach-Thiel (dir.), *Actes de la 5ème journée franco-belge de droit pénal, Existe-t-il encore un seul non bis in idem aujourd'hui?*, L'Harmattan, 2017, p. 195 - 212.
- "L'éclatement persistant des sources européennes", in F-X. Roux-Demare et G. Roussel (dir.), *Actes du colloque sur L'eupéanisation de la justice pénale*, Paris, CUJAS, 2016, à paraître.
- « Introduction - Cadre général de la coopération pénale au sein de l'Union européenne », Actes du colloque organisé sous Présidence belge, par l'OBFG, la DBF et le Barreau du Luxembourg, le 15 octobre 2010, *La place de l'avocat pénaliste dans le procès: un nouveau défi européen*, Bruxelles, Anthémis, 2011.
- « Les développements de l'espace européen de justice pénale depuis l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne », in *Actualités en droit pénal*, Bruxelles, Bruylant, 2012, p. 36 – 66.

- « Synthèse des travaux » in *Quelles perspectives pour un Ministère public européen ? Protéger les intérêts financiers et fondamentaux de l'Union*, Paris, Dalloz, 2010, p. 257-261
- “Mutual Recognition of National Criminal Procedural Decisions Fundamental Principles and Boundaries – Using the European Arrest Warrant as an example”, *Panel meeting of the 5th European Jurists' Forum*, Budapest, 2009, p. 73 -86.
- « Un bilan de la reconnaissance mutuelle », Actes du colloque international organisé les 10-11 octobre 2008 par l'Université de Wrocław (Pologne) et consacré à "L'espace judiciaire européen".
- « L'effectivité du troisième pilier de l'Union européenne et l'exigence de l'interprétation conforme : la Cour de justice pose ses jalons (note sous l'arrêt *Pupino*, du 16 juin 2005, de la Cour de justice des Communautés européennes) » (en collaboration avec P. De Hert et P. De Paepe), Actes du colloque « Pour une relance du projet européen : exigences de protection des intérêts communautaires et nouvelles stratégies d'intégration pénale dans l'attente de la Constitution pour l'Europe », organisé par le Centro di Diritto penal Europeo de l'Università de Catania, Catania, mai 2007.
- « L'espace pénal européen », in *Actualités en droit européen et rappel de quelques principes*, Bruxelles, Bruylant, 2006, p. 75 -90.
- “Enlargement and the European penal area” (co-auteur : E. Pitto), in *Beyond Homogeneity, Conference organised by the Center for EU Enlargement Studies*, Central European University, Budapest, 2006, p. 93-108.
- « El Convenio de Asistencia judicial del 2000 y la intervencion de telecomunicaciones » (co-auteur : Serge de Biolley) in Centro de Estudios Juridicos, *La prueba en el espacio europeo de libertad, seguridad y justicia penal*, Thomson, Aranzadi, 2006, p. 159 – 174.
- “Es necesario proceder a una previa armonizacion de los delitos como condicion para la aplicacion de la orden de detencion y entrega Europea ¿”, in L.Arroyo Zapatero & A. Nieto Martin (eds), *La orden de detencion y entrega europea*, Ediciones de la Universidad de Castilla-La Mancha, 2006, pp. 90-97.
- “Conclusiones” (co-auteur : M Bonn), in *ibid.* p. 485-486.
- « La mise sur pied d'un espace judiciaire pénal européen et les perspectives », in D. Hank et R. Munoz (eds), *La libre circulation des personnes. Etats des lieux et perspectives*, Bruxelles, Bern, Berlin, Cahiers du Collège d'Europe, PIE/Lang, 2007, p. 53-74.

5.1.7. Rapports de recherche

- Study for the Directorate general for internal policies policy department – Directorate for citizens' rights and constitutional affairs, “Criminal procedural laws across the Union – a comparative analysis of selected main differences and the impact they have over the development of EU legislation” (co-author: Elodie Sellier), PE 604.977, 2017-2018 – Hearing au PE, LIBE Committee, le 11 octobre 2018.
- Study for the Committee on Budgetary Control of the European Parliament, “The future cooperation between OLAF and the European Public Prosecutor's Office” (co-author: Chloé Brière), PE 603.789, June 2017.
- Study for the Committee on Civil Liberties, Justice and Home Affairs of the European Parliament on « Towards a European Public Prosecutor's Office (EPPO) » (co-author: Chloé Brière), Nov. 2016, PE 571.399, available on the EP website [http://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/STUD/2016/571399/IPOL_STU\(2016\)571399_EN.pdf](http://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/STUD/2016/571399/IPOL_STU(2016)571399_EN.pdf).
- Research paper for the Committee on Civil Liberties, Justice and Home Affairs of the European Parliament on “the interagency cooperation and future architecture of the EU criminal justice and law enforcement area” (co-authors: Inès Armada and Chloé Brière) (June-Nov. 2014). Available on the EP website [http://www.europarl.europa.eu/thinktank/fr/document.html?reference=IPOL_STU\(2014\)510000](http://www.europarl.europa.eu/thinktank/fr/document.html?reference=IPOL_STU(2014)510000)
- Research paper on "Critical assessment of the existing European Arrest Warrant Framework Decision" (co-authors: Inès Armada and Chloé Brière) aimed to feed into an EU added value assessment, requested by the Committee on Civil Liberties, Justice and Home Affairs of the European Parliament and supporting the ongoing Own-legislative initiative report on "Revising the European Arrest Warrant" of MEP Baroness Ludford (Oct. 2013-January 2014). Available on the EP website: [http://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/etudes/join/2013/510979/IPOL-JOIN_ET\(2013\)510979_EN.pdf](http://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/etudes/join/2013/510979/IPOL-JOIN_ET(2013)510979_EN.pdf)
- “National Report on Belgium” dans le cadre du projet *Evaluation of the Legal Framework Applicable to Combating Terrorism in the EU Member States*, for the European Commission (consultant : CSES) (2013-2014).
- « Transversal report on judicial review/control in cooperation in criminal matters. The evolution from judicial cooperation to mutual recognition », dans le cadre de l'étude coordonnée par l'Université du Lux. et financée par l'OLAF sur *Comparative law study on Criminal investigation and prosecution of crimes affecting the financial interest of the EU. The Member States` dimension*, 2010.
- « Rapport belge » (co-auteur : V. Santamaria), dans le cadre de l'étude confiée à l'IEE et à ECLAN par la Commission européenne (Appel d'offres), intitulée « « An analysis of the future of mutual recognition in

criminal matters in the European Union » et coordonnée par Gisèle Vernimmen et Laura Surano, 2008.

- « Report on the legal situation in Belgium », dans le cadre du projet de recherches « Eurojustice, Rethinking European Criminal Justice » financé par l'OLAF et coordonnée pour l'année 2006-2007 par le Max Planck Institut für ausländisches und internationales Strafrecht, Freiburg.
- « Belgian case-law report » (co-auteur : J. Castiaux) et « Belgian Report » (en collaboration avec Veronica Santamaria et Marie-Hélène Descamps), 2006 (disponibles sur le site <http://www.eurowarrant.net/>)
- Rapport national sur le Luxembourg, in K. Waaldijk & M. Bonini-Baradi (éd.), *Combattre la discrimination fondée sur l'orientation sexuelle en matière d'emploi législation dans quinze Etats membres de l'UE, Rapport du Groupe européen d'experts dans le domaine de la lutte contre la discrimination fondée sur l'orientation sexuelle concernant la mise en œuvre jusqu'en avril 2004 de la directive 2000/78/CE du Conseil du 27 novembre 2000 portant création d'un cadre général en faveur de l'égalité de traitement en matière d'emploi et de travail*, Leiden, Universiteit Leiden, 2004, pp. 239 à 269 (disponible via www.meijers.leidenuniv.nl/index.php3?m=10&c=385) et version en langue anglaise (National contribution concerning Luxembourg, in K. Waaldijk & M. Bonini-Baradi (eds), *Combating sexual orientation discrimination in employment : legislation in fifteen EU member States, Report of the European Group of experts on combating sexual orientation discrimination about the implementation up to April 2004 of Directive 2000/78/EC establishing a general framework for equal treatment in employment and occupation*, Leiden, Universiteit Leiden, 2004, pp. 311 -339)
- *La différenciation dans les droits des citoyens et politiques de justice et affaires intérieures*, (co-auteurs : E. Bribosia, E. Dardenne et P. Magnette). Rapport pour la Fondation P.H. Spaak en prévision du colloque des 3 et 4 avril 1998, *L'Union européenne après Amsterdam. Adaptations institutionnelles, enjeux de la différenciation et de l'élargissement*, Bruxelles, janvier 1998, pp. 69-82.

5.1.8. Comptes rendus (liste non exhaustive)

- Dans la *Revue belge de droit international*, 1996 : H. Ruiz Fabri et P. Boniface (sous la direction de), *Succession d'Etats en Europe de l'Est et avenir de la sécurité en Europe*, Paris, Ed. Montchrestien, collection CEDIN, 1995 ; *Le contentieux de la fonction publique internationale*, Actes des Journées d'études des 9-10 décembre 1994 organisées par la Société française pour le Droit international, Paris, éd. A. Pedone, 1996 ; S. Albert, *Les réfugiés bosniaques en Europe*, Centre de Droit international de Paris I, Perspectives internationales n° 9, Paris, Ed. Montchrestien, 1995.
- Dans la *Revue belge de droit international*, 1997 : C. Stéphanou, *Réformes et mutations de l'Union européenne*, Bruxelles, Paris, Bruylant, L.G.D.J., 1997 ; *Le marché unique : une réussite ?* The Philip Morris Institute for Public Policy Research, novembre 1996 et P. Manin (éd.), *La révision du Traité sur l'Union européenne. Perspectives et réalités*, Rapport du groupe français d'étude pour la Conférence intergouvernementale 1996, Paris, éd. A. Pedone, 1996.
- Dans les *Cahiers de Droit européen* : Thibault Verbiest et Etienne Wéry, *Le droit de l'internet et de la société de l'information – Droits européen, belge et français*, Bruxelles, Editions Larcier, 2001 ; J. Messinne et F. Bultot, *Les instruments juridiques belges de lutte contre la fraude aux intérêts financiers des Communautés européennes*, Antwerpen - Apeldoorn, Maklu - Bruxelles, Bruylant, 1998.

5.2. Activités scientifiques

5.2.1. Séjours d'étude ou de recherche à l'étranger

Quatre missions scientifiques de recherche (préparation de la thèse de doctorat) :

- à Washington (interviews de praticiens), du 14 au 21 septembre 2003.
- à Genève et Lausanne (Université de Genève, Université de Lausanne et Institut suisse de droit comparé), du 17 novembre au 5 décembre 2002.
- à Montréal (Université de Montréal, University of Mc Gill et Université du Québec à Montréal), du 10 au 25 mai 2001.
- à l'Institut universitaire européen de Florence du 1^{er} juillet au 22 juillet 2000.

5.2.2. Participations actives à des congrès et colloques internationaux³

➤ A l'étranger

- 1) « Mandat d'arrêt européen et conditions de détention », Conférence à l'Université Panthéon Assas, 9 décembre 2020.
- 2) « European Arrest Warrant and detention conditions », International conference on *Current challenges in the implementation of FD 2002/584/JHA*, Virtual Conference, organized by the 2020 German Presidency of the EU Council (Ministry of Justice), 24 September 2020.
- 3) « Les interactions nécessaires de l'EPPO avec Eurojust », Colloque sur *La création du parquet européen*

³ Les présidences de sessions et panels dans des colloques ou séminaires ne sont pas repris.

- *Simple évolution ou révolution en droit pénal européen ?*, colloque co-organisé par le CDE-ULB et l'Université de Grenoble, à Grenoble, 21 et 22 novembre 2019.
- 4) « Judicial review in EPPO proceedings by national courts and the CJEU », Conference on *Defence in Future EPPO Proceedings*, 17-18 October 2019 17-18 October 2019, Trier, ERA.
 - 5) « La création et le développement de la coopération opérationnelle en droit pénal de l'UE », Colloque *La coopération opérationnelle en droit pénal de l'Union européenne*, organisé le 1er février 2019 à la Faculté de droit et des sciences politiques de l'Université de Nantes.
 - 6) « About the EPPO-Eurojust relation », Conference on “Integration of the EPPO in the National Criminal Justice Systems: Institutional, Procedural and Cooperative Challenges”, Zagreb, 11-12 April 2019.
 - 7) “Comparative study on Criminal Procedural Laws across the Union – obstacles to cross-border cooperation in criminal matters” (avec Elodie Sellier), Vienne, 51st Plenary Meeting of the European Judicial Network, 21-23 November 2018, Vienna.
 - 8) “The curious case of the EU-Japan Mutual Legal Assistance agreement”, Seminar *The European Union and Japan in a Fluid Global Liberal Order: Diffusion of Liberal Norms and Inter-Regional Studies* (JSPS Core-to-Core (C2C)), Waseda University, Tokyo, 30 October 2018.
 - 9) “Avancées récentes du droit pénal européen », *Journée de droit pénal*, Université de Genève, 13 septembre 2018.
 - 10) “EU norms taking or making? EU-Japan cooperation in criminal matters”, 25th International Conference of Europeanists, Chicago, 29 mars 2018.
 - 11) « The EAW and the Court of Justice of the EU: experiences to date and perspectives post-2017 », 2017 ERA Annual Conference on EU Criminal Justice - Looking beyond the Stockholm Programme, 16-17 October 2017, Trier.
 - 12) “Constitutional limits to EU criminalization”, *EU Criminal Justice Policy and Practice – Reflections and Prospects*, Colloque organisé par l'Université de Leiden, Leiden, 26 et 27 juin 2017.
 - 13) Keynote speech on “Mutual Trust”, *The Limits of Mutual Recognition and Mutual Trust*, colloque organisé par l'Université de Utrecht, Utrecht, 9 juin 2017.
 - 14) “Transforming the ne bis in idem principle into a fundamental right of the EU » (with Katalin Ligeti), *European criminal law in the global context: values, principles and policies*, Colloque annuel ECLAN organisé par l'Université de Coimbra, 30-31 mars 2017.
 - 15) Presentation on various interdisciplinary concepts (with Chloé Brière), Spring Method workshop, GEM Stones project, Hambourg, 15 mars 2017.
 - 16) « Réflexions sur quelques équilibres essentiels au droit pénal européen », *L'Europe de la sécurité et de la justice, quels enjeux pour la France ?*, Colloque organisé par l'Institut national des hautes études de la sécurité et de la justice (INHESJ), Paris, 14 octobre 2016.
 - 17) « Le ne bis in idem en matière pénale dans l'UE : perspectives », *Existe-t-il encore un seul non bis in idem aujourd'hui? 5ème journée franco-belge de droit pénal*, Université de Nancy, 28 avril 2016.
 - 18) « Defining the principle of ne bis in idem in cross-border criminal proceedings », *Double prosecution and conflicts of jurisdiction*, ERA Seminar, Trèves, 12 mai 2016.
 - 19) « The case-law of the ECJ in criminal matters », *Better understanding the role of the CJEU in criminal matters*, ERA Seminar, 29 février 2016.
 - 20) « La coopération en matière pénale », *Les enjeux territoriaux des objectifs de sécurité de l'Union européenne*, Journées Transfrontalières Jean Monnet, Maison de Robert Schuman, Metz, 11 décembre 2015.
 - 21) « L'éclatement persistant des sources européennes », *L'eupéanisation de la justice pénale*, Université de Bretagne occidentale, Brest, 23 octobre 2015.
 - 22) « La jurisprudence de la CJUE en matière pénale », *Le rôle de la Cour de justice de l'Union européenne en matière pénale : actions, procédure & jurisprudence*, ERA, Trier, 12-13 Oct. 2015.
 - 23) « The EU Justice Agenda for 2020 – Priorities in EU Criminal law », *Conference on European Criminal Law and Justice – Prospects ad Problems*, University of Copenhagen, Copenhagen, 30 sept. 2015.
 - 24) « Punitive administrative sanctions and procedural safeguards with regard to EU citizenship and fundamental rights », Conference organised by the Luxembourg Presidency, on *Citizenship and Justice*, CJUE, Luxembourg, 15 Sept. 2015.
 - 25) « L'ELSJ comme concrétisation du territoire européen en matière pénale? », Université Paris Ouest Nanterre La Défense, Colloque sur *L'UE à l'aune de la théorie des éléments constitutifs de l'Etat. Un éclairage de droit pénal*, Paris, 24 avril 2015.
 - 26) « The EU criminal justice and the Court of Justice of the EU: experiences to date and perspectives post-2014 under the Lisbon Treaty », *ERA Annual conference on EU criminal Justice 2014 – Looking beyond the Stockholm Programme*, ERA, Trier, 16-17 Oct. 2014
 - 27) « The harmonisation of criminal law in the EU and the principle of mutual recognition fifteen years later: lessons learnt for the years ahead », *ERA Annual conference on EU criminal Justice 2014 –*

Looking beyond the Stockholm Programme, ERA, Trier, 16-17 Oct. 2014

- 28) « Les enjeux de la transposition du droit pénal de l'Union européenne », Paris, Conférence organisée par Présage, *Quel avenir pour la coopération judiciaire pénale en Europe ?*, 13 octobre 2014
- 29) Keynote speech « A critical assessment of the Framework Decision on the European Arrest Warrant and proposals for the future », The Hague, Eurojust Strategic Seminar on the European Arrest warrant : which way forward », 10 June 2014.
- 30) « The CJEU case law in criminal matters », *Better understanding the role of the CJEU in criminal matters*, ERA, Trier, 31 March – 1 April 2014.
- 31) « An overall analysis of the Proposal for a Regulation on Eurojust », Eurojust's Seminar *the new draft regulation on Eurojust: an improvement in the fight against cross-border crime?*, The Hague, 14-15 October 2013.
- 32) « La jurisprudence de la CJUE en matière pénale Aperçu », séminaire *Le rôle de la Cour de Justice de l'Union Européenne en matière pénale: actions, procédures et jurisprudence*, ERA, Trier, 16-17 September 2013.
- 33) « Constitutional Issues of Multilevel prosecution by an EPPO from a Union Perspective », *Criminal Law protection of the EU's financial interests : a shared constitutional responsibility of the EU and its MS ?*, Asser Institute – The Hague, 6 Sept. 2013.
- 34) « Is there a EU criminal Policy ? », Workshop *EU criminal law meets legal diversity towards a socio-legal approach to eu criminal policy*, Florence, EUJ, 6 and 7 June 2013.
- 35) Conférence sur *Conflicts of jurisdiction, transfer of criminal proceedings and ne bis in idem*, EJTN Criminal Project I, « International Judicial Cooperation in Criminal Matters in Practice: EAW and MLA simulations », Paris 6-7-8 March 2013.
- 36) « Initiation and coordination through Eurojust », *10 years of Eurojust. Operational achievements and future challenges*, International conference organised by Eurojust and ERA, The Hague, 12-13 Nov. 2012.
- 37) « Le bis et l'idem dans la jurisprudence de la CJUE », colloque international *Le principe ne bis in idem comme principe général du droit de l'UE* organisé à la Cour de cassation, Paris, 3-4 mai 2012
- 38) « Le programme de Stockholm : la procédure pénale dans l'espace de liberté, de sécurité et de justice 2010-2014 », *Campus 2010* organisé par l'Institut de formation du Barreau de Paris, Université Panthéon-Sorbonne, 6 juillet 2010.
- 39) Synthèse des travaux dans le cadre du colloque international *Quelles perspectives pour un ministère public européen ?* organisé à Paris les 11 et 12 février 2010 à la Cour de cassation de France
- 40) « Mutual Recognition of the National criminal procedural decisions – fundamental principles and boundaries taking the European Arrest Warrant as an Example », *5th European Jurists' Forum*, Budapest, 1-3 octobre 2009.
- 41) Guest address sur « Achievements and Shortcomings of the EU Area of Criminal Justice », *Conference of European Presidents of Higher Regional Courts on issues of European Criminal Justice*, 23-25 sept. 2009, Quedlinburg, Germany.
- 42) Rapport introductif et rapport de synthèse sur *The future of inter-governmental police and judicial cooperation, paying attention to the Passerelle option*, ICLN 7th Annual Conference 2008, The Hague - 12 December 2008.
- 43) Contribution sur la formation judiciaire et le projet ECLAN intitulé Copen-training lors du **colloque** « Quel avenir pour la formation des magistrats et des personnels de justice au sein de l'Union européenne ? », organisé à l'Ecole nationale de la magistrature (Bordeaux) dans le cadre de la Présidence française du Conseil de l'Union européenne, par le ministère de la Justice, 20 et 21 juillet 2008.
- 44) « The EU Penal Area – Future prospects », *Colloque Protection of the EC financial interests and the developments of European criminal law*, Institute of Criminology at the faculty of law of Ljubljana and Slovene Association for criminal law and criminology, Slovénie, 30-31 mai 2008.
- 45) « Quels progrès pour la justice ? », Colloque *D'Amsterdam à Lisbonne : 10 ans d'espace de liberté, de sécurité et de justice*, Université de Genève, 29 avril 2008.
- 46) « The Future European Public Prosecutor and his/her relations with national authorities », Seminar *The European Public Prosecutor Office*, Maastricht University, 23 April 2008.
- 47) « La compétence de la Cour de justice de Luxembourg », lors du séminaire *L'avenir du droit pénal européen après le traité de Lisbonne*, Académie de droit européen de Trèves (ERA), 11-12 février 2008.
- 48) « Les perspectives ouvertes par le Traité de Lisbonne » (en collaboration avec Vanessa Ricci), Colloque *Quel contrôle juridictionnel dans l'espace pénal européen ?*, organisé par l'Université du Luxembourg, l'Institut d'Etudes européennes de l'ULB et ECLAN, 9-10 novembre 2007, Luxembourg.
- 49) « La situation du principe de la reconnaissance mutuelle dans le domaine du droit pénal : le mandat d'arrêt européen et le mandat d'obtention des preuves », Colloque *Le principe du procès équitable et sa réalisation dans la pratique du droit pénal européen*, Université du Luxembourg, Luxembourg, 1 et 2

juin 2007.

- 50) « L'arrêt Pupino et l'extension de l'obligation de l'interprétation conforme au troisième pilier du Traité », Colloque *Pour une relance du projet européen : exigences de protection des intérêts communautaires et nouvelles stratégies d'intégration pénale dans l'attente de la Constitution pour l'Europe*, organisé par le Centro di Diritto penal Europeo de l'Université de Catania, Catania, 24-26 mai 2007
- 51) « La lutte contre le terrorisme et le principe de la légalité », Colloque *La protection des droits fondamentaux dans l'Union européenne à la lumière de la constitution européenne*, organisé par le CEDORE (IDPD - Université de Nice Sophia Antipolis, Nice, 11-12 mai 2007.
- 52) « Quelle efficacité du droit pénal européen en matière de corruption ? », Colloque *sur le droit pénal européen des affaires*, Université de Luxembourg, 30 juin 2006.
- 53) « Le déficit démocratique dans le cadre du troisième pilier », colloque *Transparence et démocratisation de l'UE* organisé par l'Université de Bologne (en collaboration avec Veronica Santamaria), Bologne, 17 mai 2006.
- 54) "The enlargement: a challenge for the European penal area", Colloque *Beyond Homogeneity*, Central European University, Budapest, 9 Febr. 2006.
- 55) « La Convention d'entraide de 2000 et l'interception des télécommunications », Colloque international *Obtaining Evidence in the area of freedom, security and justice*, Madrid, 28-30 nov. 2005.
- 56) Rapport introductif à la XXIXème journée de l'Institut de criminologie de Paris, Université Panthéon-Assas (Paris II) sur *Le droit pénal européen depuis Maastricht*, 24 Nov. 2005.
- 57) "Criminal Law Cooperation", colloque international *Justice and Home Affairs Cooperation in the European Union – Implementation of the 'The Hague Programme'*, Erasmus University Rotterdam, 23 et 24 juin 2005.
- 58) "Quelle confiance mutuelle ailleurs", colloque international *La confiance mutuelle au sein de l'espace pénal européen*, organisé par la Présidence luxembourgeoise du Conseil de l'UE en collaboration avec l'IEE et l'Académie de droit européen de Trèves (ERA), Luxembourg, Abbaye de Neumünster, 3 et 4 mars 2005.
- 59) "Harmonisation of criminal types. Is it a necessary condition for the implementation of the European Arrest Warrant ?", colloque international *The European Arrest Warrant : Is it the First Title of Direct Execution in the European Criminal Judicial Area ? Evaluation of the Present Situation and Perspectives of Future*, Universita Castilla La Mancha, Toledo 8-11 Nov. 2004.
- 60) "Approximation of Legislation – Putting into perspective", International Conference, Université de Maastricht, August 2004.
- 61) « Les mesures compensatoires à l'élimination des contrôles aux frontières intérieures : le développement d'un espace judiciaire pénal européen », *Eleventh Schengen Colloquium, EU Reform and Enlargement : Implications for the Schengen Regime*, EIPA, Luxembourg 1-2 April 2004.
- 62) « Le principe de la reconnaissance mutuelle dans l'Union européenne : aperçu des instruments adoptés et à venir », séminaire international *De l'extradition au mandat d'arrêt européen*, Académie de droit européen de Trèves (ERA), 15-17 mai 2003.
- 63) « Etat des lieux, en particulier les travaux relatifs à la reconnaissance mutuelle des décisions pénales » 1^{ère} journée d'études du séminaire européen de recherche *Sanctionner les infractions pénales en Europe*, Paris, 5 juillet 2002 (organisée par les Universités de Genève et de Paris X).
- 64) Communication d'ouverture intitulée "Building a European Legal Area : What Has Been Achieved and What Has Still To Be Done", Paris, 13 et 14 avril 2000 (organisé par la Cicero Foundation).
- 65) "Same-Sex Partnerships in Europe – Belgian Report – Legal Cohabitation. A Step Towards Same-Sex Marriage ?" (en collaboration avec O. De Schutter), lors du Colloque international *Legal Recognition of Same-Sex Partnerships : A Conference on National, European and International Law*, Londres, 1^{er} au 3 juillet 1999 (organisé par le Centre of European Law, School of Law, King's College, University of London).

➤ En Belgique

- 1) "What place for victims in the criminal justice system? (looking into the future)", High Level Experts' meeting on victims' rights, *What future for victims' rights?*, Brussels, European Commission, 6 November 2019.
- 2) « Les garanties procédurales accordées aux détenus, un enjeu crucial pour la coopération judiciaire dans l'UE », Journée européenne des avocats, *Prisons : quelles perspectives de renforcement des droits procéduraux?* 23 octobre 2019.
- 3) "Tensions regarding Solidarity with Migrants" (with Chloé Brière), EUEA Conference co-organised by the IEE-ULB with Warwick University and IES-VUB, *Controversial approaches to european solidarity – from burden sharing to integration*, 6 - 7 June 2019.
- 4) "EU-Japan cooperation in criminal matters" (with I. Wieczorek), EU-Japan Forum 2019 co-organised by IEE-ULB and Waseda University, *The EU and Japan in a fluid global liberal order*, Brussels, 11

and 12 March 2019.

- 5) “Criminal justice cooperation after Brexit”, *Three months to Brexit – Where do we stand?*, ERA conference, Brussels, 6 and 7 Dec. 2018.
- 6) « The future of EU criminal justice – first perspectives for 2019-2023 – Introduction », *Meeting of Expert Group on EU Criminal Policy of the European Commission*, Brussels, 30 November 2018.
- 7) “Consequences of Brexit for European Union criminal law”, *ERA conference Post-Brexit cooperation in criminal justice Brussels*, Bruxelles, 12-13 November 2018.
- 8) OLAF-EPPO collaboration (with C. Brière), *Workshop on the revision of Olaf regulation in light of the future cooperation with EPPO*, organized by the Policy Department on Budgetary Affairs for the Committee on Budgetary Control, European Parliament, 11 Oct. 2018.
- 9) “EU-Japan Cooperation in Criminal Matters » (avec I. Wieczorek), *EU Japan Forum 2018*, ULB-KULeuven, 13 mars 2018.
- 10) “The future cooperation of OLAF and the European Public Prosecutor’s Office, established under enhanced cooperation”, *The Future of OLAF*, Workshop organized by the Policy Department on Budgetary Affairs, Parlement européen, 29 mai 2017.
- 11) “Consequences of Brexit for European Union criminal law: is there room for solidarity?”, *Controversial Approaches towards European Solidarity- from Burden Sharing to Integration*, Colloque Jean Monnet co-organisé par l’IEE-ULB et l’IES -VUB, 22 et 23 mai 2017.
- 12) “Main Challenges in the field of cross-border criminal investigations”, *Reappraising EU Security Policy: Effectiveness, Rule of Law & Rights*, Seminar organized by CEPS and the European Commission, Brussels, 12 mai 2017.
- 13) «Assessment and prospects in the field of EU criminal justice », Séminaire Cabinet Commissaire Jourova, Commission européenne, Bruxelles, 22 mars 2017.
- 14) « The cooperation between police and justice at EU level : the case of joint investigation teams » (avec: I. Armada et C. Brière), *The Needed Balances of EU Criminal Law: Past, Present and Future*, Conférence pour le 10^{ème} anniversaire d’ECLAN, Bruxelles, Borschette, 25 et 26 avril 2016.
- 15) « EU-Japan MLA agreement, but from a rather EU perspective », Bruxelles, Palais d’Egmont, *EU-Japan Forum 2016*, 24 octobre 2016.
- 16) « La jurisprudence de la CJUE en matière pénale Aperçu », Bruxelles, Séminaires Ateliers – Délégation des barreaux de France , 23 mai 2014.
- 17) « La jurisprudence de la CJUE en matière pénale et la protection des droits fondamentaux », *Les droits de l’Homme. Une réalité quotidienne?*, Université de Mons, 26 avril 2013.
- 18) “Institutional and decisional framework after the Lisbon Treaty” (with Serge de Biolley), 2012 ECLAN *Conference on Approximation of substantive criminal law in the EU: the way forward*, 27-28 avril 2012, ULB.
- 19) « Les pays associés Schengen et les opt out » (avec Gisèle Vernimmen), Colloque Jean Monnet *La dimension externe de l’espace de liberté, de sécurité et de justice au lendemain de Lisbonne et de Stockholm : un bilan à mi-parcours*, 26 et 27 avril 2012, ULB.
- 20) “Challenges posed by the Lisbon Treaty” , colloque *Criminal Justice in the EU : 2 years after Lisbon*, Conférence organisée par la Présidence polonaise et le Collège de Bruges, Collège de Bruges, 13 oct. 2011.
- 21) « L’obtention de la preuve dans l’UE : la situation actuelle dans l’Union européenne et dans les EM et le mandat d’obtention des preuves », colloque *The European investigation order - Towards the next level of obtaining evidence across the EU*, organisé par l’ERA et la Présidence belge, 14-15 déc. 2010.
- 22) « La coopération judiciaire pénale au sein de l’Union européenne », *colloque Les innovations du Traité de Lisbonne - Incidences pour le praticien*, Bruxelles, FUSL, 3 déc. 2010.
- 23) Rapport introductif sur « Le cadre général de la coopération judiciaire pénale eu sein de l’Union européenne », colloque *La place de l’avocat pénaliste dans le procès : un nouveau défi européen*, organisé par la Présidence belge, l’OBFG, la DBF et l’ordre des avocats du Lux., Bruxelles, 15 oct. 2010.
- 24) « L’article 85 du TFUE », Colloque sur *L’avenir d’Eurojust* organisé par la Présidence belge et Eurojust, Collège d’Europe, Bruges, 20-22 sept. 2010
- 25) « La peine dans l’Union européenne : quel équilibre entre reconnaissance mutuelle et rapprochement des législations ? », Colloque en l’honneur de Michel van de Kerchove *La peine dans tous ses états*, FUSL, 16/17 oct. 2009.
- 26) « The Standard Judicial Training Programme on European cooperation in criminal matters », dans le cadre de la Sub-group meeting Justice Forum – European Commission, sur *The future of judicial training in the European Union*, Bruxelles le 11 nov. 2008.
- 27) « Coopération judiciaire en matière pénale au sein de l’UE: Etat des lieux », séminaire *Judicial Cooperation on Criminal Matters: Issues and Perspectives* organisé par le Parlement européen et l’EIPA, Bruxelles, 6 -7 nov. 2008
- 28) « New competences under the Lisbon Treaty », séminaire *New challenges for the ECJ in the EU*

- criminal justice*, Bruxelles, ERA, 8 mai 2008.
- 29) « La transposition des normes européennes : transferts de sens et de pouvoirs » (en collaboration avec Michel van de Kerchove), séminaire pluridisciplinaire organisé par les FUSL sur *Le droit comme traduction*, 18 février 2008.
 - 30) « Quel avenir pour le droit pénal européen en dehors du traité constitutionnel ? », colloque organisé par l'IEE-ULB *Cinquante ans après les Traités de Rome. L'UE : crise ou stagnation ?*, Bruxelles, 18 avril 2007.
 - 31) « La dimension extérieure de l'espace pénal européen », colloque organisé par l'IEE-ULB, *L'action extérieure de l'UE : quelle cohérence ?*, Bruxelles, 8-9 déc. 2006.
 - 32) "The contribution of the approximation of national criminal legislations to European Integration", REFGOV project, First Open conference organised by UCL, Bruxelles, Fondation universitaire, 24 May 2006.
 - 33) « Droits de l'homme, bouclier ou épée du droit pénal ? Le cas de l'espace pénal européen », séminaire organisé par les Facultés universitaires Saint-Louis, 24 mars 2006.
 - 34) « The external dimension of the European penal area », séminaire *Recent trends in the external relations of the Union* organisé par l'Université de Gand et l'Université de Cambridge, Gand, 8-9 déc. 2005.
 - 35) « La lutte contre le terrorisme et droits fondamentaux » (en collaboration avec S. de Biolley), colloque international *Mémoire de guerre et construction de la paix*, Bruxelles, 17-19 nov. 2003 (organisé par l'ULB).
 - 36) « La reconnaissance et l'exécution des décisions judiciaires en matière pénale », colloque *Le droit processuel et judiciaire européen*, Liège, 13 déc. 2002 (organisé par le Centre interuniversitaire de droit judiciaire, ULG).
 - 37) « L'espace de liberté, de sécurité et de justice », journée d'étude internationale *La Convention sur l'avenir de l'Union : un premier bilan*, Bruxelles, 15 nov. 2002 (organisée par l'IEE).
 - 38) « Rapport général sur le rapprochement des législations », colloque international *L'espace pénal européen : bilan de la Présidence belge et perspectives*, Palais d'Egmont, Bruxelles, 6 et 7 mars 2002.
 - 39) « La lutte contre la traite des êtres humains dans le cadre de l'Union européenne », conférence *La traite des êtres humains*, Université de Liège, 20 février 2002.
 - 40) « La coopération pénale européenne », journée d'études *Le droit international face au terrorisme : après le 11 septembre 2001*, Paris, 14 janvier 2002 (organisée par le CEDIN-Paris I/Centre de droit international et Pôle Bernheim de l'ULB).
 - 41) « Reconnaissance mutuelle des décisions judiciaires pénales », 4^{ème} conférence internationale « Eurojustice », Bruxelles, Palais d'Egmont, 29 et 30 nov. 2001.
 - 42) « La coopération judiciaire pénale au sein de l'UE en matière de lutte contre les passeurs », panel de discussion lors du colloque international interdisciplinaire *Immigration Policies in perspective, a Comparison between Canada and the European Union*, Bruxelles, 23 et 24 nov. 2001 (organisé par l'IEE en collaboration avec le Centre d'études canadiennes de l'ULB et le projet international *Metropolis*).
 - 43) « L'espace de liberté, de sécurité et de justice », conférence TEPSA dans la perspective de la Présidence belge de l'Union européenne, 26 et 27 avril 2001 (Bruxelles, Palais des Académies).
 - 44) « La lutte contre l'immigration irrégulière » (en collaboration avec H. Labayle et D. Bouteillet-Paquet), lors du congrès *Quelle politique d'immigration pour l'Union européenne ?*, Bruxelles, Palais des Congrès, 1^{er} et 2 décembre 2000 (organisé par le Réseau académique d'études juridiques sur l'immigration et l'asile en Europe - Odysseus).
 - 45) « La référence au rééquilibrage du couple liberté-sécurité comme légitimation de l'approfondissement de la coopération en matière de justice et d'affaires intérieures », colloque *L'Europe en quête de légitimité*, ULB, 30 nov. et 1^{er} déc. 2000.
 - 46) « L'avenir des mécanismes de coopération judiciaire pénale » et « La lutte contre la traite des êtres humains dans le 3^{ème} pilier du traité sur l'Union européenne », colloque international *L'espace judiciaire européen après Tampere*, Bruxelles, Palais d'Egmont, 6 et 7 déc. 1999.
 - 47) « De l'accès au territoire à la coopération judiciaire : la libre circulation des personnes dans l'Union » (en collaboration avec P. De Bruycker), colloque *Vingt ans après la première élection du Parlement européen au suffrage universel : où en est l'Europe des citoyens ?*, Mons, 1^{er} oct. 1999 (organisé par la FUCAM).
 - 48) « Le franchissement des frontières extérieures et intérieures et les différences de traitement sur base de la nationalité » (en collaboration avec E. Dardenne), journée d'étude *Les discriminations dans l'Union européenne après le Traité d'Amsterdam*, 13 mars 1998.
 - 49) « La personnalité juridique de l'Union après Amsterdam » (en collaboration avec E. Bribosia), colloque *Les relations extérieures de l'Union européenne après Amsterdam*, ULB, 30 janvier 1998 (organisé, dans le cadre du PAI, par la section juridique de l'IEE).

- 50) « Le projet d'action commune visant à créer un réseau judiciaire européen », congrès *La justice entravée* (atelier n°3 intitulé « Coopération internationale »), Bruxelles, 12 et 13 déc. 1997, (organisé par l'Association des Magistrats européens pour la Démocratie et les Libertés – MEDEL).

5.2.3. Invitations comme conférencier, hors congrès et colloques (non-exhaustif)

- « Les relations entre l'Europe et le Royaume-Uni après le Brexit » (avec Marianne Dony), Conférence du Collège Belgique, Mons, Jeudi 9 mai 2019.
- “La coopération en matière pénale entre États membres de l'Union européenne : bilan et perspectives”, Académie Royale de Belgique - Classe des Lettres - 1er octobre 2018.
- “Introduction to EU Criminal Law and its Main Challenges”, Waseda University, Tokyo, 31 October 2018.
- « Le droit pénal national et européen à l'épreuve du terrorisme », Cour de cassation, Paris, 9 juin 2016
- « Countering Terrorism: Transatlantic Approaches to a Global Challenge », German Marshal Fund for the US (GMF), Brussels, 15 Oct. 2014.
- « Les développements de l'espace européen de justice pénale depuis l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne », 27 février 2012, Cycle de conférences UB3, ULB
- « L'espace pénal européen : derniers développements », Institut des Hautes Etudes de Belgique, ULB, 13 février 2012.
- Réaction à la Conférence Jean-Claude Juncker « L'Europe qui avance et qui recule », organisée par l'IEE-ULB, le 18 juin 2008.
- « Construction européenne et matière pénale », séminaire *Interroger l'Europe*, Institut des sciences sociales du politique (ISP), Université Paris X-Nanterre, Paris, 18 janv. 2008.
- « Le mandat d'arrêt européen : vers un espace pénal cohérent ? » dans le cadre du cycle de conférence 2007 « Droit européen » organisé par la Cour de cassation française, Paris, 20 sept 2007.
- « L'espace pénal européen », Cycle UB³ organisé par le barreau de Bruxelles et la Faculté de droit de l'ULB, 24 avril 2006.
- « L'Union européenne et la lutte contre le terrorisme », Conférence-débat *Terrorisme, droit et droit des victimes*, organisée par la Croix Rouge de Belgique, 1^{er} mars 2006.
- Discutante lors de la Conférence de M. Leinen, député européen, sur *l'avenir du traité constitutionnel*, IEE - ULB, 22 février 2006.
- « L'Union européenne et la lutte contre le terrorisme », colloque de la rentrée solennelle du jeune barreau de Bruxelles sur *Droits de l'homme et terrorisme*, Bruxelles, le 13 janvier 2006.
- « The availability of criminal sanctions in European Law », *The Center*, Bruxelles, 8 déc. 2005.
- Exposé introductif à « L'espace pénal européen » dans le cadre de la *Semaine européenne*, Sénat, 8 déc. 2004.
- « La lutte contre le terrorisme et les droits de l'homme dans l'Union européenne », table ronde sur *Terrorisme et droits de l'homme*, Canada, Montréal, 26 mars 2002 (organisée par le CEDIM à l'UQAM dans le cadre de la semaine de l'ULB à Montréal).
- Exposé introductif de l'atelier « Espace de liberté, de sécurité et de justice », *Citizens' Assembly 2004*, Bruxelles, 13 au 15 déc. 2001, en marge du Sommet de Laeken.
- « Les enjeux de la reconnaissance mutuelle des décisions judiciaires », séminaire de la société civile dans le cadre de la Présidence belge de l'UE, 14 au 16 sept. 2001 (organisé par la Ligue des droits de l'Homme).
- « Rapport introductif : la coopération européenne en matière de justice et d'affaires intérieures au service de la mise sur pied d'un espace de liberté, de sécurité et de justice : un nouveau défi pour l'Union européenne » lors de l'audition *Vers un espace de liberté, de sécurité et de justice*, Chambre des Représentants, 20 avril 2001.
- Conférence faite à la Commission européenne le 9 juin 1999 sur les deux décisions rendues par la Chambre des Lords dans l'affaire Pinochet.

5.2.4. Mandats exercés auprès de revues (y compris comité de lecture)

- Chief Editor du *New Journal of European Criminal Law* (depuis mai 2014 - avec Paul De Hert, Valsamis Mitsilegas, Scott Crosby et Holger Matt). Auparavant et depuis 2009: Membre de l'*Editorial Board* du *New Journal of European Criminal Law* (NJECL)
- General editor of the *EU Criminal Law series* of Hart Publishing (depuis 2014 - avec Valsamis Mitsilegas et Katalin Ligeti).
- Membre du Comité de rédaction des *Cahiers de droit européen (CDE)*.
- Membre du Conseil scientifique de la *Revue belge de droit international (RBDI)*.

5.2.5. Appartenance à des sociétés savantes

- Elue membre de la Classe des Lettres et des Sciences morales et politiques, Académie Royale des Sciences, des Lettres et des Beaux-Arts de Belgique (depuis 2017).

5.2.6. Missions d'expert ou de consultant (liste non exhaustive)

■ Dans le secteur du droit pénal européen :

- Expert pour le Parlement européen et la Commission européenne (voy. les divers rapports de recherche remis 5.1.7).
- Nomination comme expert au sein du *Expert Group on EU Criminal Policy* de la Commission européenne (depuis 2018) (antérieurement Membre de l'*Advisory Group* sur *the Future of EU Criminal justice* établi au sein de la DG JLS de la Commission européenne (2009)).
- Expert dans le cadre de l'étude coordonnée par l'Université du Lux. et financée par l'OLAF sur *EU model rules of evidence and procedural safeguards for the procedure of the proposed European Public Prosecutor's Office*, 2012.
- Expert dans le cadre de l'étude coordonnée par l'Université du Lux. et financée par l'OLAF sur *EU model rules of criminal investigations and prosecution for the procedure of the proposed European Public Prosecutor's office* », 2011-2012
- Membre du Comité transversal d'experts de l'étude coordonnée par l'Université du Lux. et financée par l'OLAF sur *Comparative law study on Criminal investigation and prosecution of crimes affecting the financial interest of the EU. The Member States' dimension*, 2010-2011
- Expert pour la Belgique au sein du *European Arrest Warrant Network* (EAW network), coordonné par le TMC Asser Institute (La Haye) et financé par la Commission européenne (programme Agis)

■ Dans le secteur des droits des gays et lesbiennes : Partenaire pour le Luxembourg au sein du réseau européen de recherches *Centre for Research and Comparative Legal Studies on Sexual Orientation and Gender Identity* (CERSGOGIC) (voy. <http://www.cersgosig.informagay.it/inglese/>); Expert pour le Luxembourg dans le cadre du *Groupe européen d'experts dans le domaine de la lutte contre la discrimination fondée sur l'orientation sexuelle concernant la mise en œuvre jusqu'en avril 2004 de la directive 2000/78/CE du Conseil du 27 novembre 2000 portant création d'un cadre général en faveur de l'égalité de traitement en matière d'emploi et de travail* (EGESO), groupe coordonné par l'Université Leiden et financé par la Commission européenne.

■ Autres : Mission d'expert en droit international humanitaire en Palestine (Naplouse), organisée par la Fédération internationale des droits de l'Homme et Médecins du Monde, et rédaction d'un rapport écrit sur cette mission (avril 2002); Expert en droit international auprès de [REDACTED], Conseils dans l'affaire Mbayi – Centre pour le développement industriel (litige soumis au Tribunal arbitral du Centre pour le développement industriel constitué par [REDACTED], arbitre-Président) (1996-1997).

5.3. Prix, distinctions et marques de notoriété scientifique

- Prix Alice Seghers 2004 destiné à récompenser “une étude d'ordre juridique tendant à promouvoir l'amélioration de la place de l'individu dans la société”. Prix récompensant la thèse de doctorat.

5.4. Activités de coopération au développement

- Membre du *European Consortium for Birzeit Law Center* (Birzeit University – Palestine) (de 1997 à 2001)

5.5. Activités de vulgarisation (liste non exhaustive)

■ Publications

« Le phénomène des combattants djihadistes en Europe : quels changements pour l'espace de liberté, de sécurité et de justice? », *Eyes on Europe*, avril 2015 ; « Un espace à 24 sans contrôles aux frontières intérieures », *Eyes on Europe*, Mai 2008 ; « Un bon en avant pour la construction européenne (sur l'arrêt rendu par la Cour de justice des Communautés européennes le 13 septembre 2005 (Aff. C-176/03, *Commission contre Conseil*)) », *Journal du juriste*, automne 2005 ; « Carte blanche : un espace judiciaire européen à tout prix ? », *Le Soir*, 8 octobre 2001 ; « Les lacunes de la loi du 23 novembre 1998 sur la cohabitation », *Ex æquo*, mai 2000, pp. 3 à 4 ; « Carte blanche : Conseil européen de Tampere : succès ou échec d'un espace européen intégré ? », *Le Soir*, 15 octobre 1999 ; « L'Europe et les politiques d'asile et d'immigration », *Démocratie* 1998, (co-signé par E. Bribosia) ; « L'Union européenne face aux migrations de l'Est et du Sud », *Le Courrier du Forum* 1998 (co-signé par E. Bribosia) ; « Décryptage : Les juridictions militaires, le droit des conflits armés et la refonte de la justice en Luxembourg », *Le Matin*, 17 juin 1998 ; « Carte blanche : l'Europe contre les droits de l'Homme », *Le Soir*, 22 mai 1997 (co-signé par E.

Bribosia)...

■ Interviews

Interviews à propos de l'affaire Puigdemont pour Al Jazeera, la RTBF radio, l'AFP, TF1, BFMTV, La Croix, Le Soir, CGTN-China Global Television Network, TV5, ORF, ZDF, la radio publique espagnole (RNE), El Periodico, la TV basque EITB, le Figaro, Le Point, Agence Europe, Tokyo Shimbun, the Chunichi Shimbun, Asahi Shimbun du 1^{er} au 6 novembre 2017 ; « Interview on EU cooperation in the field of security », CGTN-China Global Television Network, 22 août 2017 ; « Il y a des raisons d'espérer pour l'Europe », Le Soir 2 janvier 2017 ; « La chimère du FBI européen », Le vif l'Express, 1^{er} avril 2016 ; série d'interviews pour la RTBF, Arte, BFMTV, Télé Bruxelles, El Pais, le Vif l'Express ... sur la lutte contre le terrorisme et sur la coopération policière et judiciaire en matière pénale, novembre – décembre 2015 ; plusieurs interviews pour la RTBF notamment sur la lutte contre le terrorisme et sur la coopération policière et judiciaire en matière pénale, janvier 2015 ; plusieurs interviews RTBF sur la coopération policière/judiciaire en matière pénale (foreign fighters Syria), mai-juin 2014 ; Interview RTBF sur la coopération policière/judiciaire belgo américaine, sept. 2012 ; Interview Radio France internationale sur le mandat européen de protection des victimes, décembre 2009 ; Interview radio Fribourg sur les relations Suisse-UE, 3 juillet 2007 ; Interview télévision Canal Z sur le Conseil européen des 21 et 22 juin 2007, 21 juin 2007 ; Interview télévision japonaise « Nippon Hoso Kyokai » sur le Conseil européen des 21 et 22 juin 2007, 18 juin 2007 ; Interview RTBF, JT, sur le casier judiciaire européen, vendredi 15 juin 2007 ; Interview Schweizer Radio (DRS) sur la comparaison entre la Suisse et l'Union européenne du point de vue pénal, 6 juin 2007 ; Interview RTBF radio sur le Système d'information Schengen, 10 décembre 2006 (émission « semaine de l'Europe ») ; Interview par M. Buxant dans *la Libre Belgique* du 4 octobre 2006 sur « l'espace judiciaire européen en crise d'adolescence » ; Interviews RTBF (radio et télévision) sur l'affaire Joe Van Holsbeeck, avril 2006 ; Interview RTBF télévision sur la libre circulation des personnes après l'élargissement, 27 avril 2006 ; Interview RTBF radio sur l'affaire Bahar Kimyongur, juin 2006 ; Participation au débat télévisé sur l'espace pénal européen, Public Sénat, (chaîne télévisée du Sénat français - émission enregistrée le 24 novembre 2005) ; Interview Euronews sur l'espace pénal européen, septembre 2004 ; Interview RTL-TVI, RTL+ sur l'espace pénal européen et la lutte contre le terrorisme, 26 mars 2004 ; Interview radio BEL-RTL sur l'espace pénal européen et la lutte contre le terrorisme, 26 mars 2004 ; Interview RTBF Radio, dans le cadre de l'émission « Fait du jour » sur l'espace pénal européen et la lutte contre le terrorisme, 19 mars 2004 ; Interview Luxembourg Soir sur l'espace pénal européen et la lutte contre le terrorisme, 18 mars 2004 et 26 mars 2004 ; Interview Radio Vatican sur l'espace pénal européen et la lutte contre le terrorisme, 16 mars 2004 ; Interview RTBF Radio dans le cadre de l'émission « Face à l'info », sur l'espace pénal européen et la lutte contre le terrorisme, 16 mars 2004 ; Interview Journal télévisé RTBF 19 heures 30, sur l'espace pénal européen et la lutte contre le terrorisme, 16 mars 2004 ; Interview RTBF Radio, Midi première sur l'ouvrage collectif *Lutte contre le terrorisme et droits fondamentaux*, Bruxelles, Bruylant, collection Droit et Justice 2002 ; Interview *La Libre Luxembourg*, « Libertés en péril ? », 24 octobre 2001 ; interview Radio Nostalgie sur le mandat d'arrêt européen, 23 octobre 2001 ; Interview Journal télévisé RTBF 19 heures 30 sur le mandat d'arrêt européen, 23 octobre 2001 ; Interview Journal français *L'Européen*, sur les propositions de la Commission européenne relative à la définition du terrorisme et au mandat d'arrêt européen ; Interview Journal télévisé télévision danoise sur les propositions de la Commission européenne relative à la définition du terrorisme et au mandat d'arrêt européen, 20 septembre 2001 (+ émission spéciale sur la coopération judiciaire pénale au sein de l'UE, 24 septembre 2001) ; Entretien *La Libre Luxembourg* « Risque de dérive sécuritaire au sein de l'UE. Anne Weyembergh, chercheuse à l'ULB, critique les décisions du conseil des Ministres de la Justice et de l'Intérieur », 22 et 23 septembre 2001 ; Interview Journal télévisé Arte 19 heures 45 sur les propositions de la Commission européenne relative à la définition du terrorisme et au mandat d'arrêt européen, 20 septembre 2001 ; Interview Journal télévisé RTBF 19 heures 30 sur les propositions de la Commission européenne relative à la définition du terrorisme et au mandat d'arrêt européen, 19 septembre 2001 ; Interview, *Le Soir*, « Les Quinze s'arment contre le terrorisme », 15 et 16 septembre 2001 ; Interview Radio 6 Internationale Suisse Info (www.swissinfo.org) sur la coopération judiciaire pénale entre les Etats membres de l'Union européenne ; Interview Europe 1, Emission « Dessine-moi l'Europe », samedi 24 février 2001 sur la construction d'un espace judiciaire pénal européen ; Interview Europe 1, Emission « Dessine-moi l'Europe », samedi 10 juin 2000 sur la construction d'un espace judiciaire pénal européen ; Interview Journal télévisé RTBF 19 heures 30 sur les contrôles aux frontières intérieures de l'espace Schengen, février 2000...

VI. Responsabilités logistiques :

6.1. Dans le cadre de l'enseignement et de la recherche

6.1.1. Responsabilité (direction ou autres) de centres, de groupes de recherche

- Co-coordination avec [REDACTED] (VUB) d'une ULB-VUB Joint Research Team on European Studies. Antérieurement, mise sur pied et co-coordination du Brussels University Alliance - Research group on European Criminal Law (RECL), équipe de recherche commune à l'ULB et à la VUB dans le secteur du droit pénal européen (co-coordonateur ; [REDACTED], VUB) qui visait à approfondir les collaborations entre les deux universités dans le secteur du droit pénal européen et à promouvoir la recherche en la matière.
- Mise sur pied et coordination du réseau ECLAN - European Criminal Law Academic Network (co-coordonateurs depuis 2013 : [REDACTED] (UL) et [REDACTED] (Queen Mary University of London)) : cette initiative se fonde sur les nombreux contacts établis et l'expérience acquise dans le secteur de l'espace pénal européen à l'occasion de l'organisation d'événements et publications relatifs à ce sujet. Les activités du réseau ont été lancées le 1^{er} décembre 2004. Pendant ses premières années de fonctionnement, les activités du réseau ont été cofinancées par la Commission européenne (programme *Agis* et *Justice pénale*), le Ministère de la Justice du Luxembourg et pendant la 3^{ème} année par le Ministère belge de la Justice. Le réseau couvre au 1^{er} janvier 2020, 32 Etats, càd les 28 Etats membres de l'Union européenne, ainsi que 4 Etats tiers (la Suisse, la Norvège, l'Islande et la Bosnie Herzégovine) avec lesquels l'Union entretient des rapports étroits en matière policière et judiciaire pénale. Il regroupe plus de 150 chercheurs ou professeurs spécialisés en droit pénal européen. Le réseau a principalement pour objectif de favoriser la recherche scientifique et de renforcer les synergies entre les universités, académiques et scientifiques par l'organisation de conférences ou colloques internationaux et par la publication d'ouvrages collectifs. Il vise aussi à développer l'enseignement et la formation dans le secteur du droit pénal de l'Union européenne. Il entend fluidifier les contacts et les échanges entre le « monde universitaire » et les institutions européennes. Le réseau met ainsi à disposition de celles-ci et en particulier de la Commission l'expertise de ses membres (voy. le site de ce réseau : <http://www.eclan.eu/>).
- Direction et coordination de l'équipe de recherche sur le droit pénal européen au sein du Centre de droit européen de la Faculté de droit (antérieurement Section juridique de l'IEE). Au 1^{er} janvier 2020, cette équipe est composée de [REDACTED] (chercheuse post-doctorale FNRS), [REDACTED] (assistant chargé d'exercices), [REDACTED] (doctorante GEM-Stones), [REDACTED] (mini-arc), [REDACTED] (co-tutelle avec l'Université de Grenoble), [REDACTED] (PDR), [REDACTED], [REDACTED], [REDACTED] (collaborateurs scientifiques). Dans ce cadre, je suis promotrice de certains projets post-doctoraux comme de celui au FNRS de [REDACTED].

6.1.2. Responsabilités dans l'obtention de contrats – Coordination de projets de recherche

- En études européennes :
 - Coordinatrice principale (*Principal Investigator*) du projet GEM-STONES (Globalisation, Europe and Multilateralism Sophistication of the Transnational Order, Networks & European Strategies), Marie Skłodowska-Curie actions (2016-2020) - Integrated research and PhD fellowship programme involving 8 degree awarding partner universities, 6 non-academic internship destinations and a publishing house (<http://gem-stones.eu>)
 - Responsable d'un des 4 *Work packages* scientifiques du projet précité GEM-STONES, à savoir le WP *Emerald* qui porte sur la capacité institutionnelle de l'UE à externaliser ses préférences et priorités.
 - En charge avec [REDACTED] (Waseda University) du *Work Package 1* sur le thème « *Comparative Regionalism between Europe and Asia* » d'un projet financé par le Japon dans le cadre du *JSPS Core-to-Core (C2C) Programme - Advanced Research Networks*, intitulé « *The European Union and Japan in a Fluid Global Liberal Order: Establishing an Inter-Regional Studies Centre* » (1 April 2018 – 31 March 2023).
 - Coordinatrice principale du projet IEE-ULB comme Centre d'excellence Jean Monnet axé sur la solidarité dans l'UE et couvrant tant la recherche que l'enseignement (septembre 2016 à fin octobre 2019).
- Dans le secteur de l'espace pénal européen :
 - Coordination scientifique/promoteur du PDR intitulé « La protection des victimes de la criminalité dans l'Union européenne » (FNRS) (janvier 2020 – décembre 2023).
 - Coordination scientifique et expert pour le *Multiple Framework Contracts for Impact Assessment, Evaluation and Evaluation related services; Compliance Assessment and Evaluation of Communication activities* avec la Commission européenne (DG Justice – partenaires : Deloitte et College of Europe, Bruges) (depuis 2016).
 - Coordination scientifique/promoteur du projet post doctoral financé par la Fondation Wiener-Anspach (2016-2018 et 2018-2019) (co-promoteurs : [REDACTED], Cambridge)

sur le thème « Reconnaissance mutuelle et droit pénal : un nouveau droit à la liberté est-il nécessaire au sein de l'Union européenne ? ».

- Coordination scientifique et expert pour le *Framework contract on impact assessment, evaluation and evaluation-related services in the area of migration and home affairs* avec la Commission européenne (DG Home – partenaires : Odysseus et Deloitte) (depuis décembre 2015).
- Coordination scientifique pour l'ULB du projet SURVEILLE (Surveillance: Ethical Issues, Legal Limitations, and Efficiency), Projet FP7, Commission européenne (coordinateur principal : [REDACTED], EUI), février 2012 à juin 2015.
- Promoteur avec [REDACTED] [REDACTED] [REDACTED] (VUB) du contrat de recherche *Geconcerteerde Onderzoeksacties (GOA)*, intitulé « Constitutional European Criminal Law after Lisbon and Stockholm. In Search of a Foundation Respectful of Human Rights » - 2011-2016
- Coordination scientifique de la participation de l'ULB au projet « The Fight against trafficking in human beings in the EU : promoting legal cooperation and victims' protection », financé par la Commission européenne (programme criminal justice) et coordonné par l'Université de Coimbra (2011-2013).
- Coordination scientifique du projet ECLAN II couvrant la deuxième phase de développement du réseau ECLAN, financé par la Commission européenne (programme criminal justice) (2010-2012)
- Promoteur du contrat de recherches « L'Union européenne et la prévention du terrorisme : impact sur le droit pénal et redéfinition de la relation entre le droit pénal européen et les droits pénaux nationaux » financé par le FNRS (2010-2014).
- Promoteur du contrat de recherches financé par la Commission portant sur l'étude confiée à l'IEE et à ECLAN par la Commission européenne (Appel d'offres), intitulée « « An analysis of the future of mutual recognition in criminal matters in the European Union » et coordonnée par [REDACTED] et son assistante [REDACTED]. (2008-2009).
- Coordination scientifique du projet financé par la Commission européenne et par l'IUIL visant à la mise à jour, au perfectionnement et développement du programme standard de formation judiciaire sur la coopération judiciaire pénale au sein de l'UE "copen-training" (projet copen training II - 2008-2009) (voy. <http://www.copen-training.eu/Generic/jsp/index.jsp>);
- Coordination scientifique du projet financé par la Commission européenne (programme Agis) et par les Ministères de la Justice du Luxembourg et de la Belgique visant à élaborer un modèle standard pour l'évaluation de l'impact des instruments adoptés dans le cadre du 3ème pilier (2006-2007).
- Coordination scientifique du projet financé par la Commission européenne (programme Agis) et par le Ministère de la Justice du Luxembourg visant à réaliser une formation modèle en matière de coopération judiciaire pénale à destination des magistrats de tous les Etats membres de l'Union européenne (projet copen-training I - 2005-2006). Cette formation modèle, divisée en 8 modules, est disponible sur le site web suivant : <http://www.copen-training.eu/Generic/jsp/index.jsp> ;
- Coordination scientifique et expertise dans le cadre du contrat-cadre avec le Parlement européen sur "Regular Overview of the Development of the Area of Freedom, security and Justice".

6.1.3. **Responsabilités en termes d'enseignement**

- 2016-2019 : co-coordinatrice académique du MEUS- Executive Master in EU Studies (IEE-ULB) (avec [REDACTED])
- Mise sur pied et coordination académique de la *Summer School annuelle The EU Area of Criminal Justice*, organisée par l'IEE en collaboration avec ECLAN. La première édition a eu lieu à l'IEE en juillet 2004 et la 16ème en juillet 2020 (<http://www.summerschool-ulb-criminaljustice.eu>).
- Pour l'année 2018-2019 : co-coordinatrice académique avec [REDACTED] du *Specialised Master of interdisciplinary EU studies* (IEE-ULB).

6.1.4. **Organisation de congrès et colloques nationaux ou internationaux (non exhaustif)**

- Co-organisation du Colloque sur *La création du parquet européen – Simple évolution ou révolution en droit pénal européen ?* par le CDE-ULB et l'Université de Grenoble, Grenoble, 21 et 22 novembre 2019.
- Co-organisation de la 15ème conférence annuelle du réseau ECLAN "Brexit and the EU area of criminal justice", Bruxelles, Ministère de la Justice, 25-26 avril 2019.
- Nombreux colloques dans le cadre de la Présidence de l'IEE et des divers projets de recherches coordonnés, comme GEM Stones.
- Organisation du colloque international pour le 10^{ème} anniversaire d'ECLAN, « The Needed Balances of EU Criminal Law : Past, Present and Future », organisée par ECLAN, l'IEE et le Centre de droit européen de la faculté de droit (ULB), 25 et 26 avril 2016, Bruxelles, Commission

européenne.

- Organisation du colloque international ECLAN sur « Do labels still matter? Blurring boundaries between administrative and criminal law. The influence of the EU » organisé par ECLAN et l'IEE (Université Libre de Bruxelles), 17 mai 2013, ULB, Bruxelles.
- Organisation du colloque international ECLAN sur « Approximation of Substantive Criminal Law in the EU : The Way Forward » organized by ECLAN and the Institute for European Studies (Université Libre de Bruxelles), 27-28 avril 2012, ULB, Bruxelles
- Organisation du colloque international ECLAN sur « EU counter-terrorism offences: what impact on national legislation and case-law? », organized by ECLAN and the Institute for European Studies (Université Libre de Bruxelles), 27-28 Mai 2011, ULB, Bruxelles
- Co-organisation du séminaire international ECLAN sur « Evidence in Criminal Matters in the EU: Admissibility and Acquisition », 22 oct. 2009, ULB, Bruxelles.
- Co-organisation du colloque international sur « Quel contrôle juridictionnel dans l'espace pénal européen ? », co-organisé par l'Université du Luxembourg, l'Institut d'Etudes européennes de l'ULB et ECLAN, 9-10 novembre 2007, Luxembourg.
- Organisation d'un séminaire international dans le cadre du réseau ECLAN sur « The role of the ECJ in the establishment of a European penal area », 9 février 2007, Bruxelles, IEE.
- Organisation d'un colloque international dans le cadre du réseau académique ECLAN sur « Evaluation de la mise en œuvre du droit pénal de l'UE : quelle méthodologie ? », 21 et 22 octobre 2005, Bruxelles, Maison des associations internationales.
- Organisation en collaboration avec la Présidence luxembourgeoise du Conseil de l'UE, la Commission européenne, le Secrétariat général du Conseil de l'UE et la mission des Luxembourg auprès de l'Union européenne d'un séminaire sur l'espace pénal européen dans le cadre des *EU-USA confidence building measures*, 6-8 Avril 2005 – Brussels/The Hague.
- Organisation, dans le cadre de la section juridique de l'IEE, en collaboration avec en collaboration avec la Présidence luxembourgeoise du Conseil de l'UE et l'Académie de droit européen de Trèves (ERA), d'un colloque international sur « L'acquis de Schengen en matière de coopération policière : mise en œuvre dans une Europe élargie », Trèves, ERA, 15 et 16 mars 2005.
- Organisation, dans le cadre de la section juridique de l'IEE, en collaboration avec la Présidence luxembourgeoise du Conseil de l'UE et l'Académie de droit européen de Trèves (ERA), d'un colloque international sur « La confiance mutuelle au sein de l'espace pénal européen », Luxembourg, Abbaye de Neumünster, 3 et 4 mars 2005.
- Organisation, dans le cadre de la section juridique de l'IEE, avec le Gasppesco (Groupe d'analyse socio-politique des Pays d'Europe centrale et orientale), d'un colloque international sur « la situation des gays et des lesbiennes dans une Union européenne élargie », Bruxelles, les 3 et 4 décembre 2004.
- Organisation, dans le cadre de la section juridique de l'IEE, en collaboration avec le Ministère de la Justice, le Secrétariat général du Conseil de l'Union européenne, le Conseil de l'Europe et Unisys d'un colloque international sur « L'espace pénal européen et le monde », Bruxelles, Palais d'Egmont, 17 et 18 mars 2003.
- Organisation, dans le cadre de la section juridique de l'IEE, en collaboration avec le Ministère de la Justice, d'un séminaire sur « Les enjeux de la Convention pour l'espace judiciaire pénal européen », Parlement européen, 4 novembre 2002.
- Organisation, dans le cadre de la section juridique de l'IEE, en collaboration avec le Ministère de la Justice, le Secrétariat général du Conseil de l'Union européenne et le Centre d'Etude pour l'application du droit communautaire en matière pénale et financière, d'un colloque international sur « L'espace pénal européen : bilan de la Présidence belge et perspectives », Bruxelles, Palais d'Egmont, 6 et 7 mars 2002.
- Organisation, dans le cadre de la section juridique de l'IEE, en collaboration avec le Ministère belge de la Justice, le Collège des Procureurs généraux et le Secrétariat général du Conseil de l'UE, de la 4^{ème} conférence internationale « Eurojustice », Bruxelles, Palais d'Egmont, 29 et 30 novembre 2001.
- Organisation, pour le Groupe d'études politiques européennes (GEPE) et le Comité d'avis fédéral pour les questions européennes de la Chambre des représentants du Parlement belge, d'une audition sur « L'espace de liberté, de sécurité et de justice », 20 avril 2001.
- Organisation, dans le cadre de la section juridique de l'IEE et en collaboration avec le Ministère belge de la Justice (dans la perspective de la Présidence belge de l'Union européenne), d'un séminaire international sur « La reconnaissance mutuelle des décisions pré-sentencielles et sentencielles en matière pénale », Bruxelles, Val Duchesse, 29 et 30 mars 2001.

- Organisation, dans le cadre de la section juridique de l'IEE, d'un colloque international sur « L'espace judiciaire pénal européen après Tampere », Bruxelles, Palais d'Egmont, 6 et 7 décembre 1999.
- Organisation, dans le cadre du GERME et de l'IEE, d'une journée d'études sur « Les discriminations dans l'Union européenne après le traité d'Amsterdam », IEE, 13 mars 1998 (co-organisateurs : E. Bribosia, E. Dardenne et P. Magnette).

6.1.5. Organisation de conférences (liste non exhaustive)

- Co-organisation de la conférence "EAW and the Catalan case: a call for improvements?", organisée par l'IEE, le CDE et ECLAN, 3 juillet 2017, IEE-ULB, Bruxelles.
- Co-organisation de la conférence « E-evidence: New challenges for EU cooperation » organisée par l'IEE, le CDE et ECLAN, 3 juillet 2017, IEE-ULB, Bruxelles.
- Co-organisation de la conférence « The fundamental importance of mutual trust for the EU area of criminal justice: reflections following the last ECJ's rulings » organisée par l'IEE, le CDE et ECLAN, 4 juillet 2016, IEE-ULB, Bruxelles.
- Organisation de la conférence internationale: "Foreign fighters – a criminal law revolution?", organisée par ECLAN et l'IEE (ULB), 1^{er} juillet 2015, Bruxelles, ULB.
- Organisation de la conférence internationale organisée par ECLAN et l'IEE sur le thème « Which follow up for the Stockholm programme ? », Bruxelles, 1^{er} juillet 2014.
- Co-organisation de la conférence internationale co-organisée par ECLAN et la Représentation permanente du Luxembourg sur le thème "The relationship between Europol and Eurojust : state of the art and future prospects", 12 février 2014, Bruxelles, RP Lux.
- Co-organisation des Apéros du Droit Européen - "The European Public Prosecutor: sooner or later?", IEE-ULB, 2 juillet 2013.
- Co-organisation des Apéros du Droit Européen - "Opting out of EU Criminal Law, what is actually involved?", IEE-ULB, 13 décembre 2012.
- Co-organisation de la conférence internationale co-organisée par ECLAN et la Représentation permanente du Luxembourg sur le thème "Terrorist blacklisting: inevitable reform? – 'Squaring the circle: protecting sensitive security information whilst respecting rights of the defence (theory and practice)', 4 Octobre 2012, Bruxelles, RP Lux.
- Co-organisation de la conférence de Gilles de Kerchove sur le thème « l'Union européenne et le monde dans la lutte contre le terrorisme », Bruxelles, IEE-ULB, 26 mars 2012.
- Co-organisation de la conférence sur le thème « Criminal Law and Law Enforcement : Hungary - Meet the Presidency 2011/1 » organisée par la *Brussels University Alliance - Research group on European Criminal Law (RECL)* en collaboration avec ECLAN, VUB, 18 janvier 2011.
- Co-organisation de la conférence sur le thème « Reconfiguration of powers in European criminal justice after Lisbon - the cases of PNR and SWIFT », Bruxelles, IEE-ULB, 2 juillet 2010
- Co-organisation de la conférence sur le thème « The Stockholm Programme and the future of EU cooperation in criminal matters », Bruxelles, IEE-ULB, 30 juin 2009
- Organisation, dans le cadre de la section juridique de l'IEE et du réseau académique de droit pénal européen d'une conférence-débat sur « Le Programme de La Haye et l'espace pénal européen : stagnation ou impulsion ? », ULB, 24 février 2005.
- Organisation, dans le cadre de la section juridique de l'IEE, d'une conférence sur « Mandat d'arrêt européen, gel des avoirs bancaires : les premières concrétisations de la reconnaissance mutuelle en matière pénale », donnée par A. Vitorino, Commissaire européen, Marc Verwilghen, Ministre de la Justice, Koen Lenaerts, Juge au Tribunal de première instance des Communautés européennes, et Françoise Tulkens, Juge à la Cour européenne des droits de l'Homme, IEE, 9 novembre 2001.
- Organisation, dans le cadre de la section juridique de l'IEE, d'une conférence donnée par le Commissaire européen A. Vitorino sur « Le bilan de la coopération judiciaire pénale au sein de l'Union européenne à la fin de la présidence française », ULB, 11 décembre 2000.
- Organisation, dans le cadre de la section juridique de l'IEE, d'une conférence sur « Europol : enjeux et contrôle », ULB, 20 avril 1999 (avec la participation de W. Bruggeman, directeur adjoint Europol et G. de Kerchove, Directeur DGH, Secrétariat général du Conseil).

6.2. Participation à l'administration de l'ULB

- Vice-Rectrice aux relations extérieures et à la coopération au développement (depuis novembre 2020)
- Membre coopté du Conseil d'administration de l'ULB (février 2018-octobre 2020);
- Directrice du Centre de droit européen (octobre 2019 - octobre 2020)
- Vice Doyenne aux relations internationales, Faculté de droit et de criminologie (15 septembre 2019 – 15 septembre 2020) ;
- Présidente de l'IEE (du 15 septembre 2014 au 15 septembre 2019) et, auparavant, Vice-Présidente de l'IEE (octobre 2013 – septembre 2014) ;

- Conseillère du Recteur Yvon Englert pour les relations avec les institutions européennes (octobre 2016 – octobre 2020) ;
- Membre du groupe GTT7 sur « les relations internationales de l'ULB » dans le cadre de *ULB Cap 2030* (pendant l'année académique 2017-2018).
- Membre du COPIL de l'Année thématique 2018-2019 sur l'Europe de la Connaissance, qui implique la coordination d'une série d'activités, entre autres l'édition avec [REDACTED], [REDACTED] et [REDACTED] d'une brochure sur les Alumni de l'ULB (toutes facultés confondues) qui ont contribué d'une manière ou d'une autre à la construction européenne.
- Membre du CA du CERIS - Centre d'Etudes des Relations Internationales & Stratégiques (représentant de l'ULB) (décision du CA ULB du 12 novembre 2018)
- Membre du Bureau des éditions de l'Université de Bruxelles.
- Présidente de la Coordination pédagogique de droit pénal de la Faculté de droit (de février 2007 à octobre 2013) ;
- Directrice de l'IEE (du 15 septembre 2006 au 15 sept. 2007) ;
- Directrice adjointe à l'IEE (d'octobre 2005 au 15 septembre 2006) ;
- Secrétaire du Collège d'enseignement du DES en droit européen à l'IEE (depuis l'année académique 2003-2004) ;
- Représentante du corps scientifique au Bureau, au Comité de la recherche et au Conseil de l'IEE (1997-2003) ;
- Représentante du corps scientifique au Conseil facultaire de la Faculté de droit (1997-2002) ;
- Membre de la Commission de Réforme des cours de la section juridique de l'IEE (1999).